JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS ET DECRETS

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

ABONNEMENTS

Togo	France et autres Pays d'expression française	1 an	8 mois
	Ordinaire	1.300 frs	800 frs
	Avion	3.300 frs	1.700 frs
ETRAINGER		1 an	8 mois
	Ordinaire	1.600 frs	900 frs
	Avion	3.750 frs	2.300 frs
PRIX	Au comptant à l'imprimerie : 75 frs		
	Par porteur ou par poste :		
DU	Togo, France et autres Pays d'expression française : 90 frs		
NUMÉRO	Etranger Port en sus.		

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements, annonces et réclamations s'adresser à l'EDITOGO B. P. 891 — Tél: 37-18 — LOMÉ

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des quatre trimestres.

Les abonnements et annonces sont payables d'avance

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne 80 frs
minimum 250 frs

Chaque annonce répétée : moitié prix :
minimum 250 frs

DIRECTION, RÉDACTION ET ADMINISTRATION:
CABINET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

TÉLÉPHONE 27-01 — LOMÉ

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

DECRETS

1974

3 av. — Décret n° 74-71 portant création du Musée National Togolais.	210
3 av. — Décret n° 74-72 portant approbation de l'inventaire, du bilan, du compte d'exploitation, du compte des pertes et profits de l'exercice 1972-1973 et du budget de la SONAPH, exercice 1973-1974.	211
3 av. — Décret n° 74-73 portant fixation du prix d'achat du kilogramme de régime de noix de palme.	211
3 av. — Décret n° 74-74 portant autorisation spéciale de dépenses sur le budget autonome du centre hospitalier universitaire de Lomé.	211
3 av. — Décret n° 74-75 portant création et organisation d'un secrétariat général au ministère de la santé publique et des affaires sociales.	212
3 av. — Décret n° 74-76 relatif à la fermeture de la campagne d'achat du karité pour la récolte 1973-74.	212
5 av. — Décret n° 74-77 portant nomination du secrétaire général du ministère de la santé publique et des affaires sociales.	212
10 av. — Décret n° 74-78 portant nomination du directeur de la société régionale d'aménagement et de développement de la région des plateaux.	213

10 av. — Décret n° 74-79 portant nomination du directeur général de SOTOCO.	213
18 av. — Décret n° 74-80 autorisant la commercialisation des cafés triages de la campagne 1973-74.	213
18 av. — Décret n° 74-81 relatif à l'ouverture de la campagne d'achat du kapok et aux conditions d'intervention de l'office des produits agricoles du Togo (OPAT) pour la récolte 1974.	214

ARRETES ET DECISIONS

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

Arrêtés portant promotions dans le corps du personnel des forces armées togolaises.	215
--	-----

MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

1974

8 av. — Décision n° 429-MFE-F portant autorisation de paiement d'une somme au profit de la société Togograin.	216
11 av. — Décision n° 434-MFE-F portant autorisation de paiement d'une somme au profit de l'Université du Bénin.	216
24 av. — Décision n° 473-MFE-F portant autorisation de paiement d'une somme au profit du centre de la construction et du logement.	216
25 av. — Décision n° 476-MFE-F portant autorisation de paiement d'une somme au profit du ministre de la jeunesse, des sports, de la culture et de la recherche scientifique.	216
Arrêtés portant nominations.	216

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

1974

2 av. — Arrêté n° 9-MEN-DPE portant transformation des cours complémentaires en lycée.	216
10 av. — Arrêté n° 10-MEN portant organisation du concours du certificat d'aptitude à l'inspection de l'éducation nationale (C.A.I.E.N.).	217

17 av. — Arrêté n° 12-MEN portant création et reconnaissance de collèges d'enseignement général	218
19 av. — Arrêté n° 13-MEN portant transformation de l'école évangélique de Lama-Kpédah en école publique.	219
Arrêté portant nomination.	219
MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE	
1974	
11 av. — Arrêté n° 253-MFP portant promotion dans le corps du personnel des travaux publics et des techniques industrielles.	219
Arrêtés et décisions portant intégration, nominations, admission dans divers corps de la fonction publique, titularisations, changement d'emploi, détachements, mise en disponibilités, fin de position hors cadre, suspension de fonction, rappel à l'activité, abaissement d'échelon, incarcération, constatation d'absence irrégulière, radiation, cessation de fonction, licenciement, décision rapportant une précédente décision portant sanction disciplinaire, rectificatifs à de précédents arrêtés portant titularisations et promotions.	219

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES, DES TRANSPORTS, DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS
1974

19 av. — Arrêté n° 12-MTP-PT portant modalités d'application du décret n° 74-19 du 5 février 1974 relatif à l'organisation structurelle de la direction générale des postes et télécommunications.	223
23 av. — Arrêté n° 13-MTP-STR portant organisation du service des transports routiers.	225
23 av. — Arrêté n° 14-MTP-STR portant création de la subdivision maritime du service des transports routiers.	226
26 av. — Arrêté interministériel n° 15-MFE-MTP fixant les taux de redevances d'atterrissage et d'usage des dispositifs d'éclairage sur l'aéroport de Lomé.	226
Décision portant nomination.	227

MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE
1974

19 av. — Arrêté interministériel n° 9-MCI-MTP fixant les tarifs de transport.	227
--	-----

MINISTERE DE L'ECONOMIE RURALE

Arrêté portant nomination.	228
---------------------------------	-----

DIVERS

MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE
1974

18 av. — Arrêté n° 130-MFE-CR portant concession d'une pension de retraite à M. Temley Sim.	229
23 av. — Arrêté n° 131-MFE-CF portant création d'une caisse d'avance à la direction de la ferme de Baguida.	233
24 av. — Arrêté n° 132-MFE-CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Agnilonda Kouniko.	229
26 av. — Arrêté n° 134-MFE-CR portant concession d'une pension de retraite à M. Ywassa Germain.	229
26 av. — Arrêté n° 135-MFE-CR portant concession d'une pension de retraite à M. Ekué-Akpa Ezéchiel.	229
26 av. — Arrêté n° 137-MFE-CR portant concession d'une pension de retraite à M. Akohin Athanase.	229
26 av. — Arrêté n° 138-MFE-CR portant concession d'une pension aux ayants-cause de M. Dossou Augustin.	230
26 av. — Arrêté n° 139-MFE-CR portant concession d'une pension de retraite à M. Dayobouloua Agba Mathias.	230
26 av. — Arrêté n° 140-MFE-CR accordant une majoration pour famille nombreuse à M. Klouvi Messanvi Ben.	230
26 av. — Arrêté n° 141-MFE-CR portant concession d'une pension de retraite à M. Otete Simdimon.	230

26 av. — Arrêté n° 142-MFE-CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Awidjolo Fao.	230
26 av. — Arrêté n° 143-MFE-CR portant révision de la pension de retraite de M. Fanou Kponou Hubert.	231
26 av. — Arrêté n° 144-MFE-CR portant concession d'une pension de retraite à M. Kao Kindja Hilaire.	231
26 av. — Arrêté n° 145-MFE-CR portant concession d'une pension de retraite à M. Amevo Kodjo Djovi Joseph.	231
23 av. — Arrêté n° 146-MFE-CR portant concession d'une pension de retraite à M. Abdoulaye Namadou.	232
26 av. — Arrêté n° 147-MFE-CR portant concession d'une pension de retraite à M. Tossim Kadawè.	232
26 av. — Arrêté n° 148-MFE-CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Lawson Benoît.	232
26 av. — Arrêté n° 149-MFE-CR portant concession d'une pension de retraite à M. Laomey Akakpovi Sèho.	232
26 av. — Arrêté n° 150-MFE-CR accordant une majoration pour famille nombreuse à M. Amouzou André.	233
26 av. — Arrêté n° 151-MFE-CR accordant une majoration pour famille nombreuse à M. Trenou Rodolphe.	233
Arrêté et décision portant nomination d'un régisseur de caisse d'avance, attribution provisoire d'un terrain domaniale, rectificatifs à de précédents arrêtés portant concession de pensions de retraite.	233

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

DECRETS

DECRET N° 74-71 du 3 avril 1974 portant création du Musée National Togolais.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;
Vu les ordonnances n°s 15 et 16 du 14 avril 1967 ;
Vu le décret n° 74-8 du 21 janvier 1974 fixant la composition du Gouvernement ;
Vu le décret n° 72-159 du 7 juillet 1972 portant création des directions des services du ministère de la jeunesse, des sports, de la culture et de la recherche scientifique ;
Sur proposition du ministre de la jeunesse, des sports, de la culture et de la recherche scientifique ;
Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — Il est créé au ministère de la jeunesse, des sports, de la culture et de la recherche scientifique, un Musée National Togolais, dont les attributions et les compétences sont définies par le présent décret.

Art. 2 — Le musée national du Togo est un musée historique, ethnographique et artistique comportant notamment :

- des pavillons d'expositions ethnographiques, historiques et artistiques
- un parc de l'habitat traditionnel
- un jardin zoologique
- un jardin botanique

- un village artisanal
- et d'autres aménagements utiles au bon fonctionnement du musée.

Art. 3 — Outre ces activités, il est confié au Musée :

- la recherche des objets, documents ou autres informations permettant d'enrichir constamment les collections exposées
- la sauvegarde des sites, monuments et objets artistiques.

Art. 4 — Une commission d'orientation présidée par le ministre de la jeunesse, des sports, de la culture et de la recherche scientifique, ou son représentant oriente les activités et les recherches du musée.

Elle comprend :

- Le directeur de la culture
- Le conservateur du musée
- Un représentant du ministère de l'éducation nationale
- Un représentant du ministère de l'économie rurale
- Un représentant du ministère du plan
- Un représentant du ministère du commerce et de l'industrie
- Un représentant du haut commissariat au tourisme
- Un représentant du ministère des finances et de l'économie
- Un représentant du ministère de l'intérieur
- Un représentant du ministère des affaires étrangères
- Un représentant de la délégation spéciale de la commune de Lomé
- Deux personnalités compétentes du monde des arts, des sciences désignées par le ministre de la jeunesse, des sports, de la culture et de la recherche scientifique.

Art. 5 — Le musée national est placé sous la direction d'un conservateur.

Art. 6 — Le conservateur du musée est nommé par arrêté du ministre de la jeunesse, des sports, de la culture et de la recherche scientifique.

Art. 7 — Un texte d'application définira la structure interne du musée national du Togo.

Art. 8 — Le ministre de la jeunesse, des sports, de la culture et de la recherche scientifique est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 3 avril 1974

Général E. Eyadéma

DECRET N° 74-72 du 3 avril 1974 portant approbation de l'inventaire, du bilan, du compte d'exploitation, du compte des pertes et profits de l'exercice 1972-1973 et du budget de la SONAPH, exercice 1973-1974.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE.

Sur le rapport du ministre de l'économie rurale ;
Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;
Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967 ;
Vu le décret n° 68-164 du 4 septembre 1968 portant approbation des statuts de la société nationale pour le développement de la palmeraie et des huileries « SONAPH » ;
Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — Sont approuvés, le bilan, le compte d'exploitation, le compte de pertes et profits de l'exercice 1972-1973 des secteurs agricole et industriel de la SONAPH.

Art. 2 — Est approuvé, le budget prévisionnel (fonctionnement et investissement) de la SONAPH, exercice 1973-1974, arrêté en recettes et en dépenses aux sommes ci-après :

Secteur agricole : Recettes : 109.305.363

Dépenses : 109.305.363

Secteur industriel :

Huilerie d'Alokoégbé : Recettes : 56.189.500

Dépenses : 52.115.049

Art. 3 — Le ministre de l'économie rurale est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 3 avril 1974

Général E. Eyadéma

DECRET N° 74-73 du 3 avril 1974 portant fixation du prix d'achat du kilogramme de régime de noix de palme.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE.

Sur le rapport du ministre de l'économie rurale ;
Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;
Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967 ;
Vu le décret n° 68-164 du 4 septembre 1968 portant approbation des statuts de la société nationale pour le développement de la palmeraie et des huileries « SONAPH » ;
Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — Le prix d'achat du kilogramme de régime de noix de palme est fixé, en tous points de collecte à 2,75 francs pour la campagne 1973-1974.

Art. 2 — Le ministre de l'économie rurale est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 3 avril 1974

Général E. Eyadéma

DECRET N° 74-74 du 3 avril 1974 portant autorisation spéciale de dépenses sur le budget autonome du centre hospitalier universitaire de Lomé.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE.

Vu les ordonnances n° 1 et 16 des 14 janvier et 14 avril 1967 ;
Vu la loi n° 60-25 du 2 août 1960 portant organisation des établissements hospitaliers de la République togolaise ;
Vu le décret n° 61-14 du 11 février 1961 portant règlement intérieur du centre national hospitalier de Lomé et principalement en son article 35 ;
Vu le décret n° 71-184 du 12 octobre 1971 transformant le centre national hospitalier de Tokoin en centre hospitalier universitaire de Lomé ;
Vu le décret n° 74-12 du 23 janvier 1974 autorisant les premières dépenses des mois de janvier et février 1974 ;
Sur proposition du ministre de la santé publique et des affaires sociales ;
Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — L'ordonnateur du budget autonome du centre hospitalier universitaire de Lomé est autorisé pour les mois de mars 1974 et suivants :

1°/ — à engager au titre de l'exercice 1974, des dépenses dont le montant calculé sur le budget précédent ne doit pas dépasser les deux douzièmes de ce dernier ;

2°/ — à percevoir pendant ce même laps de temps, les taxes et revenus conformément aux lois existantes.

Art. 2 — Le ministre des finances et le ministre de la santé publique et des affaires sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 3 avril 1974

Général E. Eyadéma

DECRET N° 74-75 du 3 avril 1974 portant création et organisation d'un secrétariat général au ministère de la santé publique et des affaires sociales.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de la santé publique et des affaires sociales ;

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;

Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967 ;

Vu le décret n° 69-121 du 10 juin 1969 portant réorganisation des services de la direction générale de la santé publique ;

Vu le décret n° 73-158 du 21 août 1973 fixant la composition du Gouvernement ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — Il est créé, au ministère de la santé publique et des affaires sociales un secrétariat général dont l'autorité s'exerce sur l'ensemble des services relevant de ce département.

Art. 2 — Le secrétaire général du ministère de la santé publique et des affaires sociales est nommé par décret du Président de la République sur proposition du ministre de la santé publique et des affaires sociales.

Art. 3 — Il est placé sous l'autorité directe du ministre de la santé publique et des affaires sociales qu'il seconde immédiatement dans l'administration de son département.

Art. 4 — Le secrétaire général est plus spécialement chargé :

— en collaboration avec les directeurs généraux, de l'étude des problèmes importants relatifs aux missions confiées au département de la santé publique et des affaires sociales et de leur trouver une solution adéquate,

— de la coordination, en cas de nécessité de l'action de deux ou plusieurs services,

— de la liaison entre le département de la santé publique et des affaires sociales et les organismes internationaux d'assistance,

— de la supervision de la préparation du budget du département et du contrôle de son exécution,

— du contrôle de l'administration du personnel en fonction dans le département ; à cet effet, en sa qualité de supérieur hiérarchique, il assure la notation de ce personnel, des directeurs et chefs de services.

Il tient constamment le ministre informé de l'évolution des affaires de sa compétence.

Art. 5 — Le secrétaire général peut être chargé par le ministre de la santé publique et des affaires sociales d'une mission d'inspection ou de contrôle dans les services centraux du département ou dans les établissements para-médicaux implantés sur le territoire national.

Art. 6 — Délégation de signature de certains actes peut être donnée au secrétaire général par arrêté du ministre de la santé publique et des affaires sociales.

Art. 7 — Le secrétaire général est membre du conseil national de la santé publique, du collège du ministère et du comité permanent de planification ; il préside ces organismes en l'absence du ministre de la santé publique et des affaires sociales.

Art. 8 — Le ministre de la santé publique et des affaires sociales est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 3 avril 1974

Général E. Eyadéma

DECRET N° 74-76 du 3 avril 1974 relatif à la fermeture de la campagne d'achat du karité pour la récolte 1973-74.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre du commerce et de l'industrie ;

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;

Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967 ;

Vu la loi n° 64-9 du 22 juin 1964 portant création de l'office des produits agricoles du Togo ;

Vu le décret n° 73-153 du 16 août 1973 fixant la date d'ouverture de la campagne d'achat, les prix à payer au producteur et les conditions d'intervention de l'office des produits agricoles du Togo pour le karité de la récolte 1973-74 ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — La date de fermeture de la campagne d'achat du karité de la récolte 1973-74 est fixée au 30 mars 1974.

Art. 2 — Le ministre du commerce et de l'industrie et le ministre de l'économie rurale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 3 avril 1974

Général E. Eyadéma

DECRET N° 74-77 du 5 avril 1974 portant nomination.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur proposition du ministre de la santé publique et des affaires sociales ;

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;

Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967 ;

Vu le décret n° 74-75 du 3 avril 1974 portant création et organisation d'un secrétariat général au ministère de la santé publique et des affaires sociales ;

Le conseil des ministres entendu,

D E C R E T E :

Article premier — M. Bodjona Antoine, administrateur civil de 2^e classe 4^e échelon, précédemment secrétaire général du ministère du travail et de la fonction publique, est nommé secrétaire général au ministère de la santé publique et des affaires sociales.

Art. 2 — Le ministre de la santé publique et des affaires sociales est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 5 avril 1974
Général E. Eyadéma

DECRET N° 74-78 du 10 avril 1974 portant nomination.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;
Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967 ;
Vu le décret n° 66-33 du 4 février 1966 portant création de la société régionale d'aménagement et de développement de la région des plateaux ;
Sur proposition du ministre de l'économie rurale ;
Le conseil des ministres entendu,

D E C R E T E :

Article premier — M. Laré Yatouti Martin, ingénieur de 2^e classe 4^e échelon d'agriculture (catégorie A1) est nommé directeur de la société régionale d'aménagement et de développement de la région des plateaux en remplacement de M. Blao Nicolas, appelé à d'autres fonctions.

Art. 2 — Le présent décret qui prend effet pour compter de la date de sa signature sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 10 avril 1974
Général E. G. Eyadéma

DECRET N° 74-79 du 10 avril 1974 portant nomination du directeur général de SOTOCO.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur proposition du ministre de l'économie rurale ;
Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;
Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967 ;
Vu le décret n° 74-67 du 27 mars 1974 portant création et approbation des statuts de la société togolaise du coton ;
Le conseil des ministres entendu,

D E C R E T E :

Article premier — M. Blao Nicolas, ingénieur de 1^{re} classe 2^e échelon d'agriculture (A1) est nommé directeur général de la société togolaise du coton.

Art. 2 — Le présent décret qui prend effet à la date de sa signature sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 10 avril 1974
Général E. G. Eyadéma

DECRET N° 74-80 du 18 avril 1974 autorisant la commercialisation des cafés triages de la campagne 1973-74.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre du commerce et de l'industrie ;
Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;
Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967 ;
Vu la loi n° 64-9 du 22 juin 1964 portant création de l'office des produits agricoles du Togo (OPAT) ;
Vu le décret n° 73-225 du 28 novembre 1973 fixant la date d'ouverture de la campagne d'achat et les conditions d'intervention de l'office des produits agricoles du Togo pour la récolte de café 1973-74 ;
Le conseil des ministres entendu,

D E C R E T E :

Article premier — La commercialisation des cafés triages de la récolte 1973-74 est autorisée pour compter du 16 avril 1974.

Art. 2 — Le prix d'achat au producteur desdits cafés est fixé à cinquante (50) francs cfa le kilogramme en tous points de traite.

Art. 3 — Par application du barème des frais de commercialisation ci-joint, la valeur à facturer à l'office des produits agricoles du TOGO (OPAT) est fixée à 66.968 francs cfa la tonne.

Art. 4 — Les montants des frais de transport supplémentaires que l'OPAT remboursera aux acheteurs agréés sont fixés comme suit :

Région de Litimé :	1.300 francs la tonne
Région d'Akposso nord :	1.300 francs la tonne
Région d'Akposso Plateau :	1.300 »
Canton d'Akébou :	1.300 »
Région de Pagala :	1.300 »
Région de Dayes :	1.300 »

Le remboursement des frais est subordonné à la présentation des tickets de conditionnement afférents à ces transports.

Art. 5 — Le ministre du commerce et de l'industrie et le ministre de l'économie rurale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 18 avril 1974
Général E. Eyadéma

CAMPAGNE D'ACHAT DU CAFE TRIAGE**Barème Café triage 1973-74**

	Francs cfa la tonne
Prix d'achat au producteur	50.000
1 Commission acheteur produit	1.500
2 Manutention loyer magasin acheteur produit	400
3 Transport au centre de collecte	2.000
	3.900

Valeur nu-basculle centre de collecte	— — —	53.900
4 Manutention loyer magasin acheteur agréé	— — — — —	681
5 Chemin de fer	— — — — —	1.075
		<u>1.756</u>

Valeur nu-basculle LOME	— — — — —	55.656
6 Passage au catador (y compris déchets)	— — — — —	1.600
7 Sacherie 16 2/3 à 56	— — — — —	933
8 Amortissement de sac 10 %	— — — — —	93
9 Entrée et sortie magasin	— — — — —	492
10 Loyer magasin LOME	— — — — —	300
11 Financement (9 % 4 mois V.L.M.)	— — — — —	1.917
12 Frais généraux fixes	— — — — —	2.900
		<u>8.235</u>

Valeur Loco-magasin LOME	— — — — —	63.891
13 Commission acheteur agréé 3 % sur (V.L.M. + transit)	— — — — —	1.951
14 Transit (y compris voie locale)	— — — — —	1.126
		<u>3.077</u>

Valeur à facturer à l'OPAT	— — — — —	66.968
----------------------------	-----------	--------

DECRET N° 74-81 du 18 avril 1974 relatif à l'ouverture de la campagne d'achat du kapok et aux conditions d'intervention de l'Office des produits agricoles du Togo (OPAT) pour la récolte 1974.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre du commerce et de l'industrie ;
Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;
Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967 ;
Vu la loi n° 64-9 du 22 juin 1964 portant création de l'office des produits agricoles du Togo (OPAT) ;
Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — La date d'ouverture de la campagne d'achat du kapok de la récolte 1974 est fixée au 1^{er} avril 1974.

Les prix d'achat au producteur du kapok de ladite récolte sont fixés en tous points de traite à :

Kapok Blanc = 16 francs cfa le kilogramme

Kapok Gris = 11 francs cfa le kilogramme.

Art. 2 — Par application des barèmes des frais de commercialisation ci-joints, les valeurs de cession à l'usine d'égrenage sont les suivants :

Kapok Blanc = 23.806 francs cfa la tonne

Kapok Gris = 18.645 francs cfa la tonne.

Art. 3 — Le ministre du commerce et de l'industrie et le ministre de l'économie rurale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 18 avril 1974
Général E. Eyadéma

CAMPAGNE D'ACHAT DU KAPOK

Barème kapok blanc, récolte 1974

		Frs CFA la tonne
Prix d'achat au producteur	— — — — —	16.000
1 Commission, manutention, loyer magasin acheteur produit	— — — — —	1.500
2 Transport lieu d'achat à l'usine	— — — — —	3.000
3 Manutention loyer magasin acheteur agréé	— — — — —	689
		<u>5.189</u>
Valeur nu-usine kapok brut	— — — — —	21.189
4 usure et réparation amortissement sacherie	— — — — —	800
5 Financement 9 % 3 mois sur (21.189 + 800 + 500)	— — — — —	506
6 Frais généraux acheteur agréé	— — — — —	500
7 Déchets 1 % valeur nu-usine	— — — — —	211
8 Commission acheteur agréé	— — — — —	600
		<u>2.617</u>
Valeur de cession à l'OPAT au stade usine	— — — — —	23.806

CAMPAGNE D'ACHAT DU KAPOK

Barème Kapok gris, récolte 1974

		Frs cfa la tonne
Prix d'achat au producteur	— — — — —	11.000
1 Commission, manutention, loyer magasin acheteur produit	— — — — —	1.500
2 Transport lieu d'achat à l'usine	— — — — —	3.000
3 Manutention loyer magasin acheteur agréé	— — — — —	689
		<u>5.189</u>
Valeur nu-usine kapok brut	— — — — —	16.189
4 Usure et réparation amortissement sacherie	— — — — —	800
5 Financement 9 % 3 mois sur (16.189 + 800 + 500)	— — — — —	394
6 Frais généraux acheteur agréé	— — — — —	500
7 Déchets 1 % valeur nu-usine	— — — — —	162
8 Commission acheteur agréé	— — — — —	600
		<u>2.456</u>
Valeur de cession à l'OPAT stade usine	— — — — —	18.645

Barème des frais kapok fibre 1974

1 Egrenage — Emballage	— — — — —	18.000
2 Transport usine à gare et chargement	— — — — —	2.910
3 Transport chemin de fer (y compris voie locale)	— — — — —	3.514
		<u>24.424</u>
Total des frais à facturer à l'OPAT par tonne du kapok fibre		24.424

Barème graines de Kapok 1974

1	Mise en sac usine	— — — —	326
2	Chargement camion et wagon	— —	408
3	Transport Sokodé — Blitta	— —	1.500
4	Chemin de fer (y compris voie locale)	— — — —	2.100
5	Emballage 16,66 x 65	— —	1.083
6	Frais généraux	— — —	1.000

6.417

Total des frais à facturer à l'OPAT
par tonne de graine

6.417

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

Promotions

Arrêté n° 35-PR-MDN du 1/4/74 — Les officiers dont les noms suivent sont promus au grade ci-après dans les forces armées togolaises à compter du 1^{er} avril 1974 :

1^o REGIMENT INTERARMES TOGOLAIS*Au grade de Capitaine*

lieutenant Agbogao Paul, échelon 3-indice 2.000

Au grade de médecin-capitaine

médecin-lieutenant Tatangue Ali Antoine, échelon 2-indice 1.900.

Arrêté n° 36-PR-MDN du 1-4-74 — A compter du 1^{er} avril 1974, les militaires dont les noms suivent en service dans les forces armées togolaises sont promus aux grades ci-après :

1^o REGIEMENT INTERARMES TOGOLAIS*Au grade d'adjudant*

sergent-chef Djagnikpo Gabriel, éch. 2 — indice 950

Au grade de sergent-chef

sergent Amouzou Joseph, éch. 3 — indice 800
sergent Yao Kabissi, éch. 3 — indice 800

Au grade de sergent

caporal-chef Lemou Edouard, éch. 2 — indice 500
caporal-chef Gnagniko Théophile, éch. 3 — indice 550

caporal Amelete Nathaniel, éch. 3 — indice 550
caporal-chef Tchartcharou N'Gbanda, éch. 2 — indice 500 — éch. 3 — indice 550 le 10-6-74

caporal-chef Natchiki N. Nouhou, éch. 3 — indice 550

caporal-chef Tchakpi Pierre, éch. 3 — indice 550
caporal Ayao N'Zonou Eloi, éch. 2 — indice 500
éch. 3 — indice 550 le 10-6-74

Au grade de caporal-chef

caporal Ali Djoto Banabawi 0306, éch. 3 — indice 495

caporal Mama Alassani 0993, éch. 2 — indice 455
caporal Affo Issaka 0473, éch. 3 — indice 495
caporal Bimizi Pétchéi 0372, éch. 3 — indice 495
caporal Doumekpe Simon 0562, éch. 2 — indice 455

*A l'emploi de 1^{re} classe
les 2^e classe*

Soh Atchigri François 1672 éch. 1 — indice 310
Kpadé Oscar 1105, éch. 1 — indice 310 — éch. 2
indice 350 le 1-7-74

Yao Sépénou 1162, éch. 1 — indice 310 — éch. 2
— indice 350 le 1-7-74

Ametepe K. Dieudonné 1823, éch. 1 — indice 310

Mado Fidégno Frédéric 1546, éch. 1 — indice 310

Balouki Sima Simon 1269, éch. 1 — indice 310
éch. 2 — indice 350 le 1-7-74

Amouzou Koffi Gabriel 0810, éch. 2 — indice 350

Dadjo Bawila Pascal 0905, éch. 2 — indice 350

Nata N'Tcha T. Edouard 0540, éch. 3 — indice 360

Botta Awassim 1455, éch. 1 — indice 310

Afatchao Sossou Anatole 1763, éch. 1 — indice 310

Madjambo Salo 0723, éch. 2 — indice 350

Djato Saha Germain 1276, éch. 1 — indice 310
— éch. 2 — indice 350 le 1-7-74

Simon Pagneboi 0351, éch. 3 — indice 360

Idrissou Abdoulaye 2129, éch. 1 — indice 310

Peketi Djafalo Alphonse 1663, éch. 1 — indice 310

Badjaliwa Gilbert 0876, éch. 2 — indice 350

Goutchetio Roger 0774, éch. 2 — indice 350

Lare Naguenibé 0980, éch. 2 — indice 350

Ziangbade Dossa Georges 1491, éch. 1 — indice 310

ESCADRILLE NATIONALE

Au grade de sergent-chef

sergent Akakpo Kodjo Edouard, éch. 1 — indice 700

GENDARMERIE NATIONALE

Au grade d'adjudant-chef

adjudant Palanga Blaise, éch. 3 — indice 1.200

Au grade d'adjudant

mdl-chef Mensah Aloys César, éch. 2 — indice 950

Au grade de maréchal des logis chef

gendarme Moumouni Idrissou, éch. 3 — indice 800
gendarme Yoba Kézié Richard, éch. 2 — indice 750

Au grade de gendarme

gendarme adjt. 1^o cl. Koffi Sossouvi Samuel, éch. 4 — indice 600

gendarme adjt. 1^o cl. Aladji Daniel, éch. 4 — indice 600

gendarme adj. 1^o cl. Mama Amadou, éch. 4 — indice 600

Au grade de gendarme adjoint 1^{re} classe

gendarme adjoint 2^e cl. Moumouni Mamadou 616, éch. 2 — indice 360 — éch. 3 — indice 395 le 10-6-75

gendarme adjoint 2^e cl. Atchia Gabriel 598; éch. 2 — indice 360 — éch. 3 — indice 395 le 10-6-75

MUSIQUE PRINCIPALE DES FORCES ARMEES TOGOLAISES

Au grade de musicien hors classe

musicien de 1^{re} cl. Boko Kodjo Alphonse, éch. 3 — indice 800

Au grade de musicien de 1^{re} classe

musicien titulaire Mayitone Komlan 039/M, éch. 4 — indice 600

Au grade de musicien titulaire

élève musicien titulaire Hademegnon Gonzalves 062/M, éch. 2 — indice 360

élève musicien titulaire Landawa Pascal 093/M, éch. 1 — indice 320 — éch. 2 — indice 360 le 1-7-74

élève musicien titulaire Kao Wiao Amédée 088/M, éch. 1 — indice 320 — éch. 2 — indice 360 le 1-7-74.

MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

Autorisations de paiement

Décision n° 429-MFE-F du 8-4-74 — Est autorisé le paiement au profit de Togograin, de la somme de dix millions (10.000.000) de francs cfa représentant la première tranche de la participation de l'Etat au capital social de cet organisme.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 60-347 ouvert auprès de l'UTB à Lomé au nom de Togograin.

Une deuxième dotation lui sera accordée après justification des dépenses imputables au budget général, exercice 1974, chapitre 42, article 18.

Décision n° 434-MFE-F du 11-4-74 — Est autorisé le paiement au profit de l'Université du Bénin, de la somme de soixante huit millions huit cent quatre vingt un mille (68.881.000) francs cfa représentant la première tranche trimestrielle de la subvention accordée par l'Etat au budget de fonctionnement de ladite Université.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 119 ouvert dans les écritures du trésor au nom de l'Université du Bénin.

La dépense est imputable au budget général, exercice 1974, chapitre 42, article 16.

Décision n° 473-MEF-F du 24-4-74 — Est autorisé le paiement au profit du centre de la construction et du logement de Cacavelli (CCL), de la somme de quatorze millions (14.000.000) de francs cfa représentant la contribution du Togo au budget de fonctionnement dudit centre au titre de l'année 1974.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 125 ouvert dans les écritures du trésor au nom du CCL.

La dépense est imputable au budget général, exercice 1974, chapitre 41, article 4.

Décision n° 476-MFE-F du 25-4-74 — Est autorisé le paiement au profit du ministre de la jeunesse, des sports, de la culture et de la recherche scientifique, de la somme de un million cent mille (1.100.000) francs destinée à financer les préparatifs du défilé du 27 avril 1974.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 002 ouvert dans les écritures du trésor.

La dépense, dont les pièces justificatives seront envoyées au directeur des finances, est imputable en dépasement de crédit, au budget général, exercice 1974, chapitre 38, article 7 et sera régularisée au prochain collectif.

Nominations

Arrêté n° 128-MFE-SG du 12-4-74 — M. Samari Adam, inspecteur du trésor de 3^e classe 2^e éch., est nommé directeur de cabinet du ministre des finances et de l'économie en remplacement de M. Amah Sévérin, appelé à d'autres fonctions.

Arrêté n° 129-MFE-SG du 16-4-74 — M. Bebleadzi Faustin, inspecteur du trésor, est nommé contrôleur financier pour le programme spécial de création des plantations d'Etat.

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

ARRETE N° 9/MEN/DPE du 2 avril 1974 portant transformation.

LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE,

Vu le décret n° 67-22 du 26 janvier 1967 définissant les compétences ministérielles en matière de recrutement, d'administration et de gestion des diverses catégories de personnel ;

Vu l'arrêté du 23 février 1950 organisant l'enseignement du second degré au Togo ;

Vu l'arrêté n° 16-MEN-DPE du 7 septembre 1971 portant fixation des effectifs des élèves dans les classes des établissements secondaires ;

Vu les nécessités du service,

ARRETE :

Article premier — Les cours complémentaires publics d'Anécho et de Bassari sont transformés en Lycée.

Art. 2 — Ces établissements fonctionneront suivant la réglementation en vigueur dans les collèges et lycées du Togo.

Art. 3 — Le directeur de la planification de l'éducation et le directeur de l'enseignement du second degré sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel*.

Lomé, le 2 avril 1974

B. Malou

ARRETE N° 10-MEN du 10 avril 1974 portant organisation du concours du certificat d'aptitude à l'inspection de l'éducation nationale (C.A.I.E.N.).

LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE.

Vu le décret n° 67-22 du 26 janvier 1967 définissant les compétences ministérielles en matière de recrutement, d'administration et de gestion des diverses catégories de personnel ;

Vu l'ordonnance n° 1 du 4 janvier 1968 portant statut général des fonctionnaires, ensemble le décret n° 69-113 du 29 mai 1969 portant modalités communes d'application du statut général de la fonction publique ;

Vu l'arrêté n° 14-MEN du 24 août 1973 autorisant la délégation des instituteurs dans les fonctions de conseillers pédagogiques pour l'enseignement du premier degré ;

Vu le décret n° 74-66 du 27 mars 1974 instituant un concours pour le recrutement d'inspecteurs de l'éducation nationale.

ARRETE :

CHAPITRE 1. Dispositions Générales

Article premier — Il est institué au Togo un concours du certificat d'aptitude à l'inspection de l'éducation nationale dont la possession est requise par la nomination dans le corps des inspecteurs de l'éducation nationale.

Art. 2. — Le certificat d'aptitude à l'inspection de l'éducation nationale est organisé conformément aux dispositions du présent arrêté.

Le concours comporte les quatre options définies par le décret n° 74-66 du 27 mars 1974.

Art. 3. — Le certificat d'aptitude à l'inspection de l'éducation nationale peut être délivré à certains étrangers. Le diplôme délivré au candidat étranger ne lui permet pas d'entrer dans la fonction publique togolaise.

Art. 4. — Les candidats déclarés admis au certificat d'aptitude à l'inspection de l'éducation nationale, option écoles maternelles ou enseignement du premier degré, et titulaires d'une Licence d'enseignement peuvent être autorisés par le ministre de l'éducation nationale à assurer l'inspection dans le premier cycle de l'enseignement du second degré.

Pour être inspecteur dans le second cycle de l'enseignement du second degré, il faut être au moins certifié ou assimilé.

Art. 5. — Les demandes d'inscription sont adressées au ministre de l'éducation nationale qui arrête la liste des candidats trois mois avant la date du concours.

Art. 6. — Le dossier de candidature comprend :

- Une demande d'inscription sur papier libre ;
- Un certificat de nationalité ;
- Une copie des diplômes ou titres universitaires ;
- Un état détaillé des services effectifs ;
- Un certificat médical d'aptitude à la fonction ;
- l'engagement de servir pendant dix ans au moins en qualité d'inspecteur ou inspectrice de l'éducation nationale, si les conditions d'âge le permettent.

CHAPITRE II. — Epreuves du concours.

Art. 7. — Le concours du certificat d'aptitude à l'inspection de l'éducation nationale comporte :

- des épreuves écrites éliminatoires
- des épreuves orales
- des épreuves pratiques.

I. — DEUX EPREUVES ECRITES comprenant :

1° — Pour toutes les options une épreuve de culture générale éliminatoire.

Durée : 5 heures

Coefficient : 1

Cette épreuve porte, au choix du candidat, sur quatre sujets :

- deux orientés vers des problèmes d'ordre scientifique, technologique ou socio-économique ;
- deux orientés vers des problèmes d'ordre philosophique, moral, littéraire ou artistique.

Sont dispensés de l'épreuve de culture générale les candidats titulaires au moins d'une Licence d'enseignement ou d'un diplôme équivalent.

Le bénéfice de l'admissibilité est conservé pour 5 sessions consécutives.

2° — Une épreuve de pédagogie appliquée

Deux sujets sont proposés au choix du candidat.

Durée : 5 heures

Coefficient : 1

a — Option écoles maternelles

Une composition sur un sujet de psychologie ou de pédagogie appliquée aux écoles maternelles.

b — Option enseignement du premier degré ou enseignement du second degré

Une composition portant sur les méthodes d'enseignement et d'éducation et sur les problèmes de psychologie de l'enfant et l'adolescent.

c — Option enseignement technique

Une composition portant sur une question de sociologie, de psychologie ou de pédagogie orientée vers les problèmes de l'enseignement technique.

Pour toutes les options, sont déclarés admissibles aux épreuves orales et pratiques les candidats ayant obtenu une note égale ou supérieure à 10 sur 20 pour l'ensemble des deux épreuves.

II. — DEUX EPREUVES ORALES comprenant :

a — Option écoles maternelles

1° — Un exposé de pédagogie appliquée aux activités des écoles maternelles.

2° — Une interrogation portant sur l'administration et la législation scolaires.

Durée de la préparation : 1 heure

Durée de l'exposé : 30 minutes

Coefficient : 1

Chaque question est tirée au sort.

b — Option enseignement du premier degré ou enseignement du second degré

1° — Un exposé de pédagogie relative aux disciplines de l'enseignement du Premier Degré ou Second Degré.

2° — Une interrogation portant sur l'administration et la législation scolaires.

Durée de la préparation : 1 heure

Durée de l'exposé : 30 minutes

Coefficient : 1

Chaque question est tirée au sort.

c — Option enseignement technique

1° — Un exposé de pédagogie relative aux disciplines de l'Enseignement Technique.

2° — Une interrogation portant sur l'administration et la législation scolaires.

Durée de la préparation : 1 heure

Durée de l'exposé : 30 minutes

Coefficient : 2

3° — Trois interrogations de technologie ou d'économie.

Pour chaque interrogation :

Durée de la préparation : 30 minutes

Durée de l'exposé : 30 minutes

Coefficient : 1

Chaque question est tirée au sort.

Pour les épreuves orales, une documentation sera mise à la disposition du candidat.

III. — DEUX EPREUVES PRATIQUES consistant :

a — Option écoles maternelles

1° — En une visite d'une école maternelle du point de vue de l'installation matérielle, de l'hygiène et de l'organisation administrative et pédagogique.

2° En une inspection de deux activités dans une Ecole Maternelle.

b — Options enseignement du premier degré ou enseignement du second degré

1° — En une visite d'un établissement primaire ou secondaire du point de vue de l'installation matérielle, de l'hygiène et de l'organisation administrative et pédagogique.

2° — En une inspection de deux activités dans une classe de l'Enseignement du Premier Degré ou du Second Degré

c — Option enseignement technique

1° — En une visite de classe et d'ateliers du point de vue de l'installation matérielle, de l'hygiène et de l'organisation administrative et pédagogique.

2° — En une inspection de deux leçons dans un Collège d'Enseignement Technique ou dans un Lycée Technique.

Pour toutes les options :

a — Le candidat rédige de cette visite et de cette inspection un rapport qui fera l'objet d'un commentaire devant le jury.

Durée de la préparation du rapport : 1 heure

Durée de l'exposé : 30 minutes

b — Les épreuves pratiques notées de 0 à 20 sont affectées du coefficient 2.

Toute moyenne inférieure à 10 sur 20 pour l'ensemble des épreuves orales et pratiques est éliminatoire.

c — En cas d'échec après les épreuves orales et pratiques, l'admissibilité est conservée pour la session suivante.

CHAPITRE III : *Jury du concours.*

Art. 8. — Le Jury du certificat d'aptitude à l'inspection de l'éducation nationale est désigné pour chaque session par le ministre de l'éducation nationale sur proposition des autorités universitaires.

Art. 9. — La liste des candidats déclarés admissibles ou admis est dressée par ordre de mérite par le jury, arrêtée par le ministre de l'éducation nationale et publiée au *Journal Officiel* de la République togolaise.

Art. 10. — Les candidats déclarés admis sont nommés dans le corps des inspecteurs de l'éducation nationale pour compter du 1^{er} janvier qui suit l'année du concours, avec mention de l'option choisie.

CHAPITRE IV : *Programme du concours.*

Art. 11. — Les programmes des épreuves du concours du certificat d'aptitude à l'inspection de l'éducation nationale sont joints en annexe au présent arrêté. Ils peuvent être modifiés par le ministre de l'éducation nationale sur proposition des autorités universitaires.

CHAPITRE V : *Dispositions transitoires.*

Art. 12. — Les inspecteurs de l'enseignement du premier degré, du second degré ayant suivi un stage de formation à l'école normale supérieure de Saint-Cloud et subi avec succès l'examen de sortie de cette école sont dispensés des épreuves écrites du certificat d'aptitude à l'inspection de l'éducation nationale options enseignement du premier degré ou du second degré.

Art. 13 — Le présent arrêté qui prend effet pour compter de la date de signature sera publié au *Journal Officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 10 avril 1974

B. Malou

ARRETE N° 12-MEN du 17 avril 1974 portant création et reconnaissance de collèges d'enseignement général.

LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE,

Vu le décret n° 67-22 du 26 janvier 1967 définissant les compétences ministérielles en matière de recrutement, d'administration et de gestion des diverses catégories de personnel ;

Vu l'arrêté du 23 février 1950 organisant l'enseignement du second degré au Togo ;

Vu l'arrêté n° 16-MEN-DPE du 7 septembre 1971 portant fixation des effectifs des élèves dans les classes des établissements secondaires ;

Sur le rapport conjoint du directeur de la planification de l'éducation et du directeur de l'enseignement du second degré,

A R R E T E :

Article premier — Il est créé dans chacune des circonscriptions administratives suivantes un collège public d'enseignement général pour l'année académique 1974-1975 :

Circonscriptions

Lomé	Localités
Anécho	Tokoin-Est
Vogan	Aguegan, Anfoin
Atakpamé	Amegnran
Niamtougou	Elavagnon-Est
Klouto	Défalé
Dapango	Palimé-Ville
	Tandjoaré, Nakindji Lare Est

Art. 2 — Le cours complémentaire privé-laïc de Noépé (circonscription administrative de Tsévié) est reconnu comme établissement d'Etat sous l'appellation CEG de Noépé.

Art. 3 — Ces établissements fonctionneront suivant la réglementation en vigueur dans les collèges et Lycées de la République togolaise.

Art. 4 — Le directeur de la planification de l'éducation et le directeur de l'enseignement du second degré sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au *Journal Officiel*.

Lomé, le 17 avril 1974
B. Malou

ARRETE N° 13-MEN du 19 avril 1974 portant transformation de l'école évangélique de Lama-Kpédah en école publique.

LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE,

Vu le décret n° 67-22 du 26 janvier 1967 définissant les compétences ministérielles en matière de recrutement, d'administration et de gestion des diverses catégories de personnel ;

Vu la lettre n° 340-74-DEE du 5 avril 1974 du Directeur des Ecoles Evangéliques du Togo ;

Sur proposition du directeur de l'enseignement du premier degré,

A R R E T E :

Article premier — L'école évangélique de Lama-Kpédah est transformée en école publique.

Art. 2. — Le présent arrêté qui prend effet pour compter du 16 septembre 1974 sera publié au *Journal officiel*.

Lomé, le 19 avril 1974
B. Malou

Nomination

Arrêté n° 11-MEN du 11/4/74 — M. Nondoh François, ingénieur statisticien-économiste de 2^e classe 3^e échelon du corps des fonctionnaires de la statistique générale est nommé directeur du service des bourses, stages et des examens, en remplacement numérique de M. Blakimé Valentin, appelé à d'autres fonctions.

Le présent arrêté a effet pour compter de la date de signature.

**MINISTERE DU TRAVAIL
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE**

Promotion

Arrêté n° 253/MFP du 11-4-74 — M. Agba Gbandi Gabriel, contremaître 3^e échelon du corps des fonctionnaires des travaux publics et des techniques industrielles est promu au grade de contremaître principal 1^{er} échelon

pour compter du 16 novembre 1973 — A.C. 2 ans 7 mois 29 jours.

M. Agba est élevé au 2^e échelon de son grade pour compter du 16 novembre 1973 — A.C. 7 mois 29 jours.

Intégration

Arrêté n° 252-MFP du 11-4-74 — M. Ephoévi-Ga Charles Georges, instituteur de 1^{re} classe 1^{er} échelon (indice 1150), titulaire du brevet de fin de premier cycle de l'Institut international d'administration publique (I.I.A.P.) de Paris, est rayé du corps des fonctionnaires de l'enseignement et intégré dans celui de l'administration générale en qualité d'attaché d'administration de 2^e classe 2^e échelon (catégorie A2 — indice 1200) pour compter du 23 décembre 1973 et reste mis à la disposition du ministre des affaires étrangères (chapitre 12, article 9 du budget général).

Nominations

Arrêté n° 246-DG-TMOSS du 9-4-74 — M. Ahare Kota Daniel, secrétaire d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon, est nommé contrôleur du travail et des lois sociales.

M. Ahare Kota Daniel prètera serment conformément aux dispositions de l'article 151 du code du travail.

Le présent arrêté a effet pour compter de la date de signature.

Arrêté n° 255-MFP-DG/TMOSS du 16/4/74 — M. Bledje Max, administrateur civil de 2^e classe 1^{er} échelon est nommé inspecteur du travail et des lois sociales.

M. Bledje Max prètera serment conformément aux dispositions de l'article 151 du code du travail devant la cour d'appel de Lomé.

Le présent arrêté a effet pour compter de la date de signature.

Arrêté n° 256-MFP-DG-TMOSS du 16-4-74 — M. Freitas Kodjo Dossè Antoine, inspecteur du travail et des lois sociales est nommé chef du service de l'inspection du travail et des lois sociales à Lomé, en remplacement de M. Lasey James, appelé à d'autres fonctions.

Le traitement et l'indemnité de fonctions (liste B du décret n° 68-437 du 3 juillet 1968) de M. Freitas Dossè Antoninus sont imputables au chapitre 24, article 5, parag. 2 du budget général.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de signature.

Admissions

Décision n° 251-MFP du 11-4-74 — M. Kpotsra Yao Roland Yves, titulaire de la licence en droit de l'université de Bordeaux et du diplôme de l'Institut international d'administration publique (I.I.A.P.) est admis dans le corps des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'administrateur civil de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (caté-

gorie AI — indice 1300) et mis à la disposition du ministre des affaires étrangères (chapitre 12, article 2 du budget général).

Le présent arrêté prendra effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 259-MFP du 17-4-74 — M. Adjadi Kablé Michel, titulaire du certificat d'aptitude au professorat-adjoint d'éducation physique et sportive du centre régional d'éducation physique et sportive d'Ain-El-Turck, Oran (Algérie), est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de maître d'éducation physique et sportive de 3e classe 1er échelon stagiaire (catégorie B — indice 750) et mis à la disposition du ministre de la jeunesse, des sports, de la culture et de la recherche scientifique (chapitre 32, article 5 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 265-MFP du 22-4-74 — MM. Mensah Adjé Roger et Djinandi Kouami, titulaires du diplôme de lieutenant de pêche du centre de formation maritime d'Abidjan (République de Côte d'Ivoire), sont admis dans le corps des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits en qualité d'ingénieurs-adjoins d'élevage de 3e classe 1er échelon stagiaires (catégorie B — indice 750) et mis à la disposition du ministre de l'économie rurale (chapitre 20, article 12 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 266-MFP du 22-4-74 — M. Kuéviakoé Botchoé Sylvanus, qui a suivi un stage de formation professionnelle d'agent d'exploitation de télévision de niveau 2 à l'office de radiodiffusion télévision française et obtenu le diplôme de qualification (spécialité Vidéo fréquence), est admis dans le corps des fonctionnaires de la radiodiffusion en qualité de contrôleur technique de 2e classe 2e échelon stagiaire (catégorie B — indice 850) et mis à la disposition du ministre de l'information, de la presse, de la radiodiffusion et de la télévision (chapitre 28, article 5 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Titularisations

Arrêté n° 249-MFP du 9-4-74 — Les sous-inspecteurs stagiaires du corps des fonctionnaires des chemins de fer et du wharf ci-après désignés, qui ont accompli l'année réglementaire de stage, sont titularisés dans leur emploi pour compter des dates suivantes et conservent chacun une ancienneté de un (1) an :

2 septembre 1972

Akakpo Louis, sous-inspecteur de 2e classe 2e échelon

8 novembre 1972

Akakpo Yaovi Innocent, sous-inspecteur de 2e classe 2e échelon.

Arrêté n° 257-MFP du 16-4-74 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 203-MFP du 19 mars 1974 portant titularisation en ce qui concerne MM. Vovor Nathaniel et Kavege Léopold.

Les fonctionnaires stagiaires ci-dessous désignés appartenant au corps du personnel des postes et télécommunications, qui ont accompli leur année réglementaire de stage, sont titularisés dans leur emploi dans les conditions suivantes et conservent chacun une ancienneté d'un an :

CADRE DES AGENTS I.E.M. (catégorie C)

pour compter du 17 avril 1973

Vovor Nathaniel, agent des I.E.M. de 2e cl. 1er échelon

pour compter du 2 mai 1973

Kavege Komi Léopold, préposé de 2e cl. 1er échelon.

Arrêté n° 269-MFP du 22-4-74 — Les professeurs de 3e classe 1er échelon stagiaires du corps des fonctionnaires de l'enseignement ci-après désignés, admis à l'examen du certificat d'aptitude à l'enseignement dans les collèges d'enseignement général (session 1971) sont titularisés dans leur emploi pour compter du 1er janvier 1972 et conservent chacun une ancienneté de 3 mois 10 jours :

Kpade Edmond

Sallah Théophile

Ogoubi Emile

Dackey Emmanuel.

Atti Pierre

Changement d'emploi

Décision n° 531-MJFP du 3-4-74 — M. Pozou Tchaon Samuel, vaguesmestre permanent 2e catégorie échelle A, en service au cabinet du ministre de l'éducation nationale, est classé dans la catégorie des employés de bureau permanents.

La présente décision a effet pour compter de la date de sa signature.

Décision n° 579-MJFP du 16/4/74 — M. Souka K. Antoine, serveur permanent de 2e catégorie échelle D, en fonction au centre hospitalier universitaire de Lomé, est classé dans la catégorie des menuisiers permanents.

La présente décision a effet pour compter de la date de sa signature.

Détachements

Arrêté n° 260-MFP du 17-4-74 — M. Atsu Kodjo François, ingénieur principal 3e échelon du corps des fonctionnaires de l'agriculture est placé dans la position de détachement pour servir à la compagnie du Bénin à Ganavé.

Pendant la durée du détachement les émoluments de M. Atsu ainsi que la contribution complémentaire à la caisse de retraites du Togo seront à la charge de la compagnie du Bénin.

L'intéressé subira sur son traitement indiciaire de base la retenue pour pension de 6%.

Le présent arrêté a effet pour compter du 14 mars 1974.

Arrêté n° 267-MFP du 22-4-74 — Est et demeure rapportée la décision n° 1351-MFP du 27 septembre 1973 constatant absence irrégulière de M. Amegan César.

M. Amegan Messan César, secrétaire d'administration de 2e classe 3e échelon du corps des fonctionnaires de l'administration générale, en service au cabinet du ministre du travail et de la fonction publique est placé dans la position de détachement pour une période de cinq ans pour servir à la compagnie énergie électrique du Togo (CEET).

Pendant la durée du détachement, les émoluments de M. Amegan ainsi que la contribution complémentaire à la caisse de retraites du Togo seront à la charge de la compagnie énergie électrique du Togo.

L'intéressé subira sur son traitement indiciaire de base la retenue pour pension de 6%.

Le présent arrêté a effet pour compter du 2 septembre 1973.

Disponibilités

Arrêté n° 241-MJFP du 3-4-74 — M. Agbodjan P. Adjévi Eusèbe, adjoint technique de 2e classe 3e échelon du corps des fonctionnaires de l'agriculture est placé sur sa demande dans la position de disponibilité sans traitement pour une période d'un an à compter du 1er octobre 1974 en application des dispositions de l'article 95-b de l'ordonnance n° 1 du 4 janvier 1968.

Arrêté n° 247-MFP du 9-4-74 — M. Edoh Agbewoanow Antoine, contrôleur de 2e classe 2e échelon du corps des fonctionnaires des douanes est placé sur sa demande dans la position de disponibilité sans traitement pour une période d'un an à compter du 1er avril 1974 en application des dispositions de l'article 95-b de l'ordonnance n° 1 du 4 janvier 1968.

Arrêté n° 268-MFP du 22-4-74 — M. Kowouvi Koffi Rudolph André, infirmier d'Etat de 2e classe 4e échelon du corps du personnel médical et technique de la santé publique, en service à l'institut national d'hygiène à Lomé, est placé sur sa demande dans la position de disponibilité sans traitement pour une période d'un an, à compter du 16 mars 1974 en application des dispositions de l'article 95-b de l'ordonnance n° 1 du 4 janvier 1968.

Fin de position hors cadre

Arrêté n° 248-MFP du 9-4-74 — Il est mis fin à la position hors cadre de M. Kekeh Messanyi Michel, administrateur civil de 1re classe 2e échelon du corps des fonctionnaires de l'administration générale auprès de l'agence de coopération culturelle et technique des pays francophones à Paris.

L'intéressé est remis à la disposition du ministre des affaires étrangères.

Le présent arrêté a effet pour compter du 1er avril 1974.

Suspension de fonctions

Arrêté n° 240-MJFP du 3-4-74 — M. Messan Léopold, agent technique de 2e classe 4e échelon du corps du personnel médical et technique de la santé publique, en instance de comparution devant le conseil de discipline, est suspendu de ses fonctions.

Pendant la durée de la suspension, l'intéressé n'aura droit qu'à la moitié de sa solde majorée des allocations à caractère familial.

Le présent arrêté a effet pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 241-MJFP du 3-4-74 — Mme Tossoukpè, née W'pobey Victoria, institutrice-adjointe de 3e classe 1er échelon stagiaire du corps des fonctionnaires de l'enseignement, exolte temporairement de ses fonctions suivant arrêté n° 104-MFP du 4 janvier 1974, est rappelée à l'activité pour compter du 1er avril 1974.

Abaissement d'échelon

Arrêté n° 244-MJFP du 4-4-74 — Est et demeure rapporté pour compter du 13 août 1973, l'arrêté n° 467-MFP du 6 juillet 1973 portant abaissement d'échelon de M. Fiatty Koffi Arnold, brigadier chef 2e échelon du corps des fonctionnaires des douanes.

M. Fiatty est élevé au 2e échelon de son grade pour compter de la même date-Ancienneté conservée 1 an 4 mois.

Incarcération

Décision n° 583-MFP du 19-4-74 — Est constatée pour compter du 16 avril 1973, l'incarcération des fonctionnaires des eaux et forêts ci-après désignés :

Agblami Gabriel, adjoint technique de 1re classe 3e échelon

Gbohoun Ambroise, adjoint technique de 2e classe 2e échelon.

Pendant la durée de l'incarcération les intéressés n'auront droit à aucun traitement.

Absence irrégulière

Décision n° 623-MFP du 19-4-74 — Est constatée pour compter du 25 février 1974, l'absence irrégulière de son poste de M. Ayitsedji Kodjo Adalbert, moniteur de 3e classe 1er échelon stagiaire du corps des fonctionnaires de l'enseignement en service à l'école officielle de Vogan.

Pendant la durée de l'absence l'intéressé n'aura droit à aucun traitement.

Radiation

Arrêté n° 261-MFP du 17-4-74 — M. Nabede Jean-Claude, instituteur de 2e classe 1er échelon stagiaire, en service au collège Chaminade de Lama-Kara est rayé du corps des fonctionnaires de l'enseignement à compter du 17 décembre 1973.

Cessation de fonctions

Décision n° 527-MJFP du 3-4-74 — Est constatée pour compter du 15 octobre 1973 la cessation de fonctions de M. Agbekoh Emmanuel, instituteur de 2e classe 1er échelon stagiaire du corps des fonctionnaires de l'enseignement.

Licenciement

Arrêté n° 245-MJFP du 4-4-74 — Sont et demeurent rapportés les arrêtés n°s 40-MFP et 173-MFP des 15 janvier et 4 mars 1974.

Mlle Amayi Angèle, institutrice adjointe de 3e classe 1er échelon stagiaire du corps des fonctionnaires de l'enseignement, en service à l'école primaire publique de Lama-Tessi, en absence irrégulière de son poste depuis le 17 septembre 1973, est licenciée de son emploi pour compter de la même date.

Décision rapportée

Décision n° 532-MJFP du 3-4-74 — Est et demeure rapportée la décision n° 630-MFP du 20 avril 1971 infligeant sanction disciplinaire à Mme Lawson Chantal, photographe permanente de 6e catégorie échelle D, précédemment en fonction au service de l'information.

La présente décision a effet pour compter du 1er avril 1974.

Rectificatifs

RECTIFICATIF du 16-4-74 à l'arrêté n° 19/MFP du 7 janvier 1974 portant titularisation.

Les fonctionnaires stagiaires ci-dessous désignés, appartenant au corps du personnel de l'administration générale, qui ont accompli l'année réglementaire de stage, sont titularisés dans leur emploi dans les conditions suivantes — A.C. : 1 an.

Cadre des administrateurs civils (catégorie A1)

CADRE des attachés d'administration (catégorie A2)

Pour compter du 1er décembre 1972

Au lieu de :

Dossou Kohovi Grégoire, attaché d'administration de 2e classe 1er échelon.

Lire :

Dossou Kohovi Grégoire, attaché d'administration de 2e classe 2e échelon.

Le reste sans changement.

RECTIFICATIF du 16-4-74 à l'article 1er de l'arrêté n° 28-28-MFP du 10 janvier 1974 portant titularisation.

Les instituteurs-adjoints de 3e classe 2e échelon stagiaires du corps des fonctionnaires de l'enseignement ci-après désignés, admis à l'examen du certificat élémentaire d'aptitude pédagogique (C.E.A.P.E.N.A.), session de l'année 1972) sont titularisés dans leur emploi pour compter du 1er janvier 1973 — A.C. : 3 mois 3 jours.

Au lieu de :

Agbedjini S. Benoît

Lire :

Agbedigni Sédjro Benoît

Le reste sans changement.

RECTIFICATIF du 5-4-74 à l'arrêté n° 84/MFP du 30 janvier 1974 portant promotion.

Sont promus au titre de l'année 1973, les assistants dont les noms suivent appartenant au corps du personnel de la météorologie et de l'aéronautique civile :

Au grade d'assistant principal 1er échelon

Pour compter du 1er juillet 1973

Au lieu de :

Locoh Emma, assistante de 1ère classe 3e échelon
Alofa Akakpo Joseph, assistant de 1ère classe 3e échelon

Lire :

Locoh Emma, assistante de 1ère classe 3e échelon
Alofa Akakpo Jacob, assistant de 1ère classe 3e échelon

Le reste sans changement.

RECTIFICATIF du 16-4-74 à l'arrêté n° 228-MFP du 25 mars 1974 portant promotion.

Sont promus au titre de l'année 1972, les fonctionnaires dont les noms suivent appartenant au corps du personnel des travaux publics et des techniques industrielles :

Premier semestre

Deuxième semestre

Cadre des ingénieurs (catégorie A1)

Au grade d'ingénieur de 2^e classe 1^{er} échelon

pour compter du 1^{er} septembre 1972

Sade K. Henri, ingénieur de 3^e classe 4^e échelon

Cadre des adjoints techniques (catégorie B)

Au lieu de :

pour compter du 27 novembre 1972

Moreira Kossi, adjoint technique 4^e échelon

pour compter du 28 novembre 1972

Afo Odjébiti Kérim, adjoint technique 4^e échelon

Lire :

Au grade d'adjoint technique principal 1^{er} échelon

pour compter du 27 novembre 1972

Moreira Kossi, adjoint technique 4^e échelon

pour compter du 28 novembre 1972

Afo Odjébiti Kérim, adjoint technique 4^e échelon

Le reste sans changement.

**MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS,
DES MINES, DES TRANSPORTS, DES POSTES
ET TELECOMMUNICATIONS**

ARRETE N° 12-MTP-PT du 19 avril 1974 portant modalités d'application du décret n° 74-19 du 5 février 1974 relatif à l'organisation structurelle de la direction générale des postes et télécommunications.

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES, DES TRANSPORTS, DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS,

Vu les ordonnances n° 1 du 14 janvier 1967 et n° 15 du 14 avril 1967 ;

Vu le décret n° 232 du 28 février 1949 portant organisation du service des postes et télécommunications du Togo, promulgué au territoire par arrêté n° 193-49-CAB du 12 mars 1949 ;

Vu le décret n° 74-19 du 5 février 1974 relatif à l'organisation structurelle de la direction générale des postes et télécommunications,

ARRETE :

CHAPITRE I — ORGANISATION

Article premier — La direction générale des postes et télécommunications est placée sous l'autorité d'un directeur général nommé par décret pris en conseil des ministres sur proposition du ministre de tutelle.

Art. 2 — La direction générale des postes et télécommunications comprend quatre directions :

- La direction des services postaux et financiers
- La direction du service des télécommunications
- La direction du service des affaires administratives

— La direction du service de l'inspection générale.

Art. 3 — La direction des services postaux et financiers comporte :

- La division de l'exploitation postale
- La division des services financiers
- Le centre des chèques postaux.

Art. 4 — La direction du service des télécommunications comprend :

- La division des transmissions
- La division de la commutation
- La division de l'exploitation des télécommunications

La division des bâtiments et transports

- Les subdivisions des télécommunications.

Art. 5 — La direction du service des affaires administratives comporte :

— La division de l'enseignement, des relations extérieures et de la coordination

— La division du budget, comptabilité, des marchés et approvisionnements.

Art. 6 — La direction du service de l'inspection générale se compose de :

— La division de l'inspection itinérante qui comprend deux bureaux.

Chaque bureau couvre des régions administratives déterminées périodiquement par le directeur général.

— La division de l'organisation et méthodes postales

— La division de l'organisation et méthodes des télécommunications

Art. 7 — Le secrétariat général et la division du personnel et des affaires sociales dépendent directement de la direction générale.

Art. 8 — Outre les divisions, chaque direction comporte un secrétariat.

Au niveau de chacune des directions des services postaux et financiers et du service des télécommunications est créé un centre d'études.

Art 9 — Les directeurs de service, les chefs de division, le chef du centre des chèques postaux, les chefs de subdivision des télécommunications, les chefs de centre d'études et les chefs de secrétariat sont nommés par arrêté du ministre des travaux publics, mines, transports, des postes et télécommunications sur proposition du directeur général des postes et télécommunications.

CHAPITRE II — ATTRIBUTIONS

Art. 10 — Le directeur général des postes et télécommunications dirige et coordonne l'activité de postes et télécommunications.

Il reçoit des instructions du ministre de tutelle en vue d'enquêtes, d'études, de vérifications et de toutes missions à caractère national intéressant les postes et télécommunications.

Art. 11 — Les directeurs des services assurent sous l'autorité du directeur général des postes et télécommu-

nications la direction et la coordination de l'activité des divisions, subdivisions et centre placés sous leur tutelle.

Art. 12 — Attributions des divisions et centre de la direction des services postaux et financiers.

DIVISION DE L'EXPLOITATION POSTALE

Première Section

Bureaux postaux — Agences postales — Circuits PAR — Courrier et Acheminements — Tarifs postaux — Colis postaux —

Deuxième Section

Contentieux poste et rebuts.

Troisième Section

Emissions et retraits de figurines postales-philatélie.

Quatrième Section

Règlement comptes internationaux.

DIVISION DES SERVICES FINANCIERS

Première Section

Contrôle des mandats et règlements de comptes.

Deuxième Section

Contrôle de la comptabilité des bureaux.

Troisième Section

Contentieux et tarifs financiers.

CENTRE DES CHEQUES POSTAUX

Première Section

Bureau d'ordre

Deuxième Section

Dossiers

Troisième Section

Comptes courants

Quatrième Section

Vérification et comptabilité

Cinquième Section

Encaissements et domiciliations

Sixième Section

Contrôle.

Art. 13 — Attributions des divisions et subdivisions de la direction du service des télécommunications

DIVISION DES TRANSMISSIONS

Première Section

Faisceaux hertziens et multiplex

Deuxième Section

Radiocommunications

Troisième Section

Lignes interurbaines.

DIVISION DE LA COMMUTATION

Première Section

Equipements centres de commutation (centraux téléphoniques, centraux télégraphiques ...)

Deuxième Section

Réseaux urbains

Troisième Section

Energie.

DIVISION DE L'EXPLOITATION DES TELECOMMUNICATIONS

Première Section

Abonnements téléphone, télex et services télégraphiques-annuaires téléphoniques.

Deuxième Section

Contentieux — Tarifs — Statistiques — Services Spéciaux — Divers.

Troisième Section

Comptabilité.

DIVISION DES BATIMENTS ET TRANSPORTS

Première Section

Batiments

Deuxième Section

Véhicules et transports.

SUBDIVISION DES TELECOMMUNICATIONS

Les subdivisions des télécoms sont chargées de coordonner au niveau des régions administratives les activités dévolues aux divisions de la direction du service des télécommunications.

Art. 14 — Attributions des divisions de la direction du service des affaires administratives.

DIVISION DE L'ENSEIGNEMENT DES RELATIONS EXTERIEURES ET DE LA COORDINATION

1ère section

Formation professionnelle — Bibliothèque et centre documentation — Concours de recrutement

2è section

Elaboration plan développement postal et rapports d'activité — Coordination différents projets — Programmation demandes d'assistance — Relation avec organismes internationaux (UAMPT — UPU — PNUD — FAC etc) — Contentieux juridique — Bourses et coopération technique.

DIVISION DU BUDGET — COMPTABILITE DES MARCHES ET APPROVISIONNEMENTS

1ère section

Budget

2è section

Billetage

3è section

Comptabilité — Marchés — Approvisionnement.

4^e section

Magasin — Expédition matériels et imprimés.

Art. 15 — Attributions des divisions de la direction du service de l'inspection générale.

DIVISION DE L'INSPECTION ITINERANTE*1^{ère} section*

Inspections de caisse et de comptabilité

2^e section

Inspections d'exploitation et enquêtes.

DIVISION ORGANISATION ET METHODES POSTALES*Première Section*

Organisation des bureaux postaux — Etude des projets et des méthodes rationnelles de travail.

Deuxième Section

Regroupement et étude des données statistiques du service postal.

DIVISION ORGANISATION ET METHODES DES TELECOMS*Première Section*

Organisation des centres de télécommunications. Etude des projets et des méthodes rationnelles de travail.

Deuxième Section

Regroupement et étude des données statistiques du service des télécoms.

Art. 16 — Attributions de la division du personnel et affaires sociales.

Première Section

Recrutements — Nominations — Affectations — Nominations — Affaires sociales.

Deuxième Section

Gestion des agents fonctionnaires

Troisième Section

Gestion des agents non fonctionnaires.

Art. 17 — Attribution du secrétariat général et archives.

Première Section

Traitement et rédaction des correspondances.

Deuxième Section

Courrier arrivée — Cartes d'identité professionnelles

Troisième Section

Courrier départ

Quatrième Section

Dactylographie — Classement correspondances et documents — Téléx — Voyages et missions.

Cinquième Section

Archives — Polycopies.

Art. 18 — Outre les sections indiquées aux articles 12, 13, 14, 15, 16 et 17 d'autres sections peuvent être créées au niveau de chaque division.

Art. 19 — Les chefs de section sont nommés par le directeur général sur proposition des directeurs de service.

CHAPITRE III — DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 20 — Sont abrogées toutes les dispositions antérieures contraires au présent arrêté.

Art. 21 — Le directeur général des postes et télécommunications est chargé de l'application du présent arrêté qui prend effet pour compter du 1^{er} janvier 1973 et qui sera publié au *Journal officiel* de la République.

Lomé, le 19 avril 1974

A. Mivédor

ARRETE N° 13 /MTP/STR du 23 avril 1974 portant organisation du service des transports routiers.

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES, DES TRANSPORTS, DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS,

Vu les ordonnances nos 1 et 2 du 14 janvier 1967 ;
Vu l'arrêté du 23 février 1968 portant organisation et fixant les attributions du service des travaux publics et des transports du Togo, modifié par les arrêtés des 28 janvier 1947, 22 mai 1948 et 13 décembre 1955 ;

Vu le décret n° 69-130 du 23 juin 1969 portant création du service des transports routiers ;

Sur proposition du chef du service des transports routiers,

A R R E T E :Article premier — Le service des transports routiers, créé par décret n° 69-130 du 23 juin 1969, est organisé à compter du 1^{er} janvier 1974 et comprend les départements et sections indiqués comme suit :**1°) BUREAU DU CHEF DE SERVICE**

avec son secrétariat particulier.

2°) BUREAU D'ORDRE CENTRALqui comprend : — Secrétariat Général
— Section personnel
— Section comptabilité
— Bibliothèque — Archives
— Régie des menues recettes**3°) DIVISIONS FONCTIONNELLES**comprenant : — Circulation routière
— Transports
— Législation — Tarification — Coordination.**4°) SUBDIVISIONS REGIONALES**qui sont : — Subdivision maritime
— Subdivision des plateaux et du centre
— Subdivision de la kara et des savanes.

Art. 2 — Sous la responsabilité de leurs chefs de département, les différentes sections du bureau central et des divisions fonctionnelles ont essentiellement la responsabilité de mener à bien les tâches définies par les articles 2 et 3 du décret n° 69-130 suscités.

Les chefs de département sont nommés par décision du ministre des travaux publics, mines, transports, des postes et télécommunications, sur proposition du chef du service des transports routiers.

Chaque section est dirigée par un responsable nommé par le chef du service des transports routiers.

Art. 3 — Les subdivisions régionales comprenant la subdivision maritime, la subdivision des plateaux et du centre, la subdivision de la kara et des savanes couvrent respectivement les circonscriptions administratives situées dans l'étendue de chaque subdivision régionale.

Chaque subdivision régionale est dirigée par un chef de subdivision régionale nommé par décision du ministre de tutelle, sur proposition du chef du service des transports routiers.

Art. 4 — Les attributions du chef de subdivision régionale couvrent les domaines suivants :

— Visites techniques des véhicules automobiles ;

Sous son entière responsabilité, le chef de subdivision assure, par ses services, les visites techniques des véhicules automobiles et signe les carnets de visites techniques.

— Immatriculation et mutation des véhicules

— Autorisation de transport

— Augmentation et diminution de places allouées

— Permis de conduire

— Certificats et permis internationaux.

Pour ce qui concerne ces domaines, le chef de subdivision régionale reçoit et instruit les dossiers avant de les transmettre avec avis motivé au chef du service des transports routiers.

Art. 5 — Dans le cadre de ses activités, le chef de subdivision régionale gère les crédits qui lui sont sous-délégués par le chef du service des transports routiers.

Il ne peut engager, ni de personnel, ni de dépenses non prévus et non approuvés par le chef du service des transports routiers.

Art. 6 — Le présent arrêté sera enregistré et publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé le 23 avril 1974

A. Mivedor

ARRETE n° 14/MPT/STR du 23 avril 1974 portant création de la subdivision maritime du service des transports routiers.

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES, DES TRANSPORTS, DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS,

Vu les ordonnances n°s 1 et 2 du 14 janvier 1967 ;

Vu l'arrêté du 23 février 1968 portant organisation et fixant les attributions du service des travaux publics et des transports du Togo, modifié par les arrêtés des 28 janvier 1947, 22 mai 1948 et 13 décembre 1955 ;

Vu le décret n° 69-130 du 23 juin 1969 portant création du service des transports routiers ;

Vu l'arrêté n° 13-MTP-STR du 23 avril 1974 portant organisation du service des transports routiers ;

Sur proposition du chef de service des transports routiers,

A R R E T E :

Article premier — Il est créé pour compter du 1^{er} janvier 1974 une subdivision maritime du service des transports routiers ayant son siège à Lomé et groupant

les circonscriptions administratives de Lomé, Anécho, Vogan, Tabligbo et Tsévié.

Article 2. — Les activités de la subdivision couvrent les domaines suivants :

— Visites techniques des véhicules automobiles. Le chef de subdivision par ses services assure les visites techniques des véhicules automobiles ; il signe sous sa responsabilité les carnets de visites techniques ;

— Immatriculation et mutation des véhicules ;

— Autorisation de transport ;

— Augmentation et diminution de places allouées ;

— Permis de conduire ;

— Certificats et permis internationaux.

Pour ce qui concerne ces domaines, le chef de la subdivision reçoit et instruit les dossiers avant de les transmettre avec avis motivé au chef de service des transports routiers.

Article 3. — Dans le cadre de ses activités, le chef de la subdivision gère les crédits qui lui sont sous-délégués par le chef de service des transports routiers.

Il ne peut engager, ni de personnel, ni de dépenses non prévus et non approuvés par le chef de service des transports routiers.

Article 4. — Le présent arrêté sera enregistré et publié au *Journal Officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 23 avril 1974

A. Mivedor

ARRETE INTERMINISTERIEL N° 15/MFE/MPT du 26 avril 1974 fixant les taux de redevance d'atterrissage et d'usage des dispositifs d'éclairage sur l'aéroport de Lomé.

LE MINISTRE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE,
LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES,
DES TRANSPORTS, DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS,

Vu les ordonnances n°s 15 et 16 du 14 avril 1967 ;

Vu les articles 4 et 11 du décret n° 61-54 du 30 juin 1961 portant création de redevances d'atterrissage et d'usage des dispositifs d'éclairage et de prolongation d'ouverture sur l'aéroport de Lomé, modifié par décret n° 67-177 du 1^{er} septembre 1967 ;

Sur proposition du ministre des travaux publics, mines, transports, des postes et télécommunications,

ARRETEMENT :

Article premier — Les taux de redevance d'atterrissage prévus à l'article 4 du décret 61-54 du 30 juin 1961 sont fixés comme suit :

1°) — pour les aéronefs effectuant un trafic international

400 frcs cfa par tonne pour les vingt-cinq premières tonnes

780 frcs cfa par tonne de la vingt-sixième à la soixante quinzième tonne

1120 frcs cfa par tonne au dessus de la soixante-quinzième tonne.

2°) — pour les aéronefs effectuant un trafic national

80 frs cfa par tonne pour les quatorze premières tonnes avec minimum de perception de 200 frs.

300 frs cfa par tonne de la quinzième à la vingt-cinquième tonne

600 frs cfa par tonne de la vingt-sixième à la soixante quinzième tonne

760 frs cfa par tonne au-dessus de la soixante quinzième tonne.

3°) — Pour les aéronefs de tourisme d'un poids inférieur ou égal à deux tonnes
200 frs cfa.

Article 2 — Le taux de la redevance d'usage des dispositifs d'éclairage prévu à l'article 11 du décret 61-54 du 30 juin 1961 est fixé uniformément à 3.300 francs cfa par atterrissage ou décollage.

Article 3. — Le présent arrêté annule et remplace les arrêtés n° 2 MFE/C du 7 janvier 1970 et 33/MFE/MTP du 19 janvier 1973.

Article 4 — Les taux fixés aux articles 1 et 2 entreront en vigueur le 1^{er} avril 1974.

Article 5. — Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République togolaise.

Lomé, le 26 avril 1974

Le ministre des finances et de l'économie,
E. Kodjo

Le ministre des travaux publics, des mines,
des transports, des postes et télécommunications,
A. Mivédor

REDEVANCES D'ATTERRISSAGE

Augmentation du tarif international au 1^{er} avril 1974

	Taux de redevance Actuel		Taux de redevance après majoration		Redevance totale
	Art. 2	Art. 10	Art. 2	Art. 10	
0-25 T	180	180	200	200	400
26-75 T	360	360	400	400	800
au-dessus de 75 T	504	504	560	560	1120

REDEVANCE D'ECLAIRAGE

Augmentation à compter du 1^{er} avril 1974

Redevance actuelle Après augmentation
Lomé : 3.000 3.300

Nomination

Décision n° 185/MTP/STR du 23/4/74 — En attendant la création de la subdivision régionale des plateaux et du centre et de la subdivision régionale de la Kara et des savanes, les activités de ces subdivisions sont gérées par le chef du service des transports routiers.

M. Boccovi Robert, chef du service des transports routiers assure par la même occasion la direction des

divisions des transports et de celle de la législation, de la tarification et de la coordination.

M. Gunubu Kodzo Michel, ingénieur de 3^e classe 2^e échelon est nommé adjoint du chef de service.

Il assure, en outre, la direction de la division de la circulation routière et de la subdivision maritime.

M. Adjalo Benoit, adjoint administratif principal 3^e échelon est nommé chef du bureau central.

La présente décision prend effet pour compter de la date de sa signature.

MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE

ARRETE INTERMINISTERIEL N° 9/MCI/MTP du 19 avril 1974 fixant les tarifs de transport.

LE MINISTRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE,
LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES,
DES TRANSPORTS, DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS,

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;
Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967 ;
Vu l'ordonnance n° 17 du 22 avril 1967 portant réglementation des prix et des circuits de distribution,

ARRETEMENT :

Article premier — Pour compter de la date de signature du présent arrêté les tarifs de transport sont fixés au tableau ci-joint.

Article 2. — L'inobservation des dispositions du présent arrêté est passible des peines prévues par l'ordonnance n° 17 du 22 avril 1967.

Article 3. — Les fonctionnaires désignés à l'article 17 de l'ordonnance sus-visée sont chargés de l'application des présentes dispositions.

Article 4. — Le présent arrêté sera enregistré et publié au J.O. de la République togolaise.

Lomé, le 19 avril 1974

Le ministre du commerce et de l'industrie,
J. Tèvi

Le ministre des travaux publics, des mines,
des transports, des postes et télécommunications,
A. Mivédor

TARIF DE TRANSPORT PASSAGERS (LIGNE INTERNE)

	TAXI	DINDON, BACHEE OU BUS
Lomé — Anécho	— ville 175 frs	150 frs
Glidji	— 210	175
Anfoin	— 250	200
Vogan	— 275	250
Tabligbo	— 350	300
Zowla	— 250	200
Aklakou	— 275	250
Afagnan	— 300	250
Amegnran	— 275	225
Attitogon	— 275	250
Agoméglouzou	— 400	350
Agome-Seva	— 400	350
Hahotoé	— 350	275
Agouéga	— 250	225

Lomé — Cotonou	— ville	600 frs	500 frs
Ouidah	—	500	400
Comé	—	450	350
Grand-Popo	—	400	275
Agoue	—	250	200
Hillakondji	—	175	150
Lomé — Tsévié	— ville	175 frs	150 frs
Davié	—	175	150
Dalavé	—	200	175
Agbatopé	—	200	175
Havé	—	250	200
Adangbé	—	300	250
Gamé	—	350	250
Nuatja	—	400	350
Kouvé	—	400	350
Gati	—	250	250
Tchékpo	—	300	300
Ahépe	—	300	300
Esse-Ana	—	350	350
Esse-Ghoto	—	350	350
Lomé — Palimé	— ville	425 frs	350 frs
Assahun	—	275	250
Tovéga	—	400	350
Agou	—	400	350
Daye	—	650	550
Amouzou-			
Kopé	—	400	350
Lomé — Atakpamé	— ville	600 frs	550 frs
Sokodé	—	1.200	1.100
Lama-Kara	—	1.500	1.250
Bassari	—	1.500	1.250
Mango	—	2.000	1.850
Dapango	—	2.300	2.100
Lomé — Abidjan	— ville	6.000 frs	5.000 frs

LIGNE INTERNE

MARCHANDISES DIVERSES

Lomé — Dapango	— ville	7.500 frs	la tonne
— Mango	—	6.250	
— Kandé	—	5.500	
— Niamtougou	—	5.000	
— Pagouda	—	5.000	
— Kétau	—	5.000	
— Lama-Kara	—	4.400	
— Bassari	—	4.400	
— Sokodé	—	3.125	
— Atakpamé	—	1.800	
— Palimé	—	1.500	

OBJETS PONDEREUX

Les marchandises pondéreuses seront calculées uniformément au prix de 22 frs la tonne kilométrique en fonction du poids du véhicule, (charge utile).

PRODUITS AGRICOLES

Arachide et karité

DAPANGO	— LOME	6.500	frs la tonne
MANGO	—	6.000	
BASSARI	—	5.500	
SOKODE	—	3.000	
TCHAMBA	—	4.000	

ATAKPAME	— LOME	Café et Cacao
PALIME	—	1.500 frs la tonne
		1.200

CAMIONS BENNE

Le voyage dans un rayon de 10 kilomètres = 2.000 frs
 Au-delà de 10 kilomètres = 25 frs/tonne ou le mètre cube kilométrique

LOCATION 8 HEURES OUVRABLES

4 tonnes	= 10.000 frs
5	= 12.000
6	= 14.000

TRANSPORT LOME-VILLE CAMIONS ET TAXI BAGAGES

Port	— ville	= 225 frs/tonne
CIMAO	—	= 200

LOCATION : Fourchette entre 600 et 1.000 frs.

SOKODE	— LOME	ville	1.200 frs
	— ATAKPAME		600
	— PALIME		1.000
	— ANIE		500
	— BADOU		1.000
	— LAMA-KARA		300
	— KETAO		400
	— NIAMTOUGOU		500
	— BAFILO		250
	— BASSARI		300
	— KABOU		400
	— GUERIN-KOUKA		600
	— BITCHABE		600
	— BLITTA		300
	— SOTOUBOUA		200
	— AYENGRE		150
	— TCHEBEBE		250
	— TITIGBE		200
	— AOU-COLONABOUA		125
	— LAMATESSI		100
	— KASSENA		50
	— KOLOWARE		100
	— TCHAMBA		200
	— AGOULOU		200
	— ALEHERIDE		150
	— KANDE		600
	— MANGO		800
	— DAPANGO		1.000

MINISTERE DE L'ECONOMIE RURALE

Nomination

Arrêté n° 5-MER du 10-4-74 — M. Ayeva Alassani, ingénieur-adjoint de 3e classe 3e échelon des forêts et chasses (catégorie B) est nommé attaché de cabinet du ministre de l'économie rurale, en remplacement de M. Mama Idrissou, appelé à d'autres fonctions.

Le présent arrêté prend effet à la date de sa signature.

DIVERS

MINISTÈRE DES FINANCES ET DE L'ÉCONOMIE

Concession de pensions de retraite, de veuve et d'orphelin

Arrêté n° 130-MFE-CR du 18-4-74 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 68%) au montant annuel de deux cent quatre vingt cinq mille six cent vingt quatre (285.624) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Temley Sim, brigadier-chef 1^{er} échelon du corps du personnel de la sûreté nationale togolaise (indice 850) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1974.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Temley Sim pour compter du 1^{er} janvier 1974, une majoration pour famille nombreuse au taux de 10% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 3^e rang) ci-après désignés :

Kouyawa, né le 21 avril 1950
Solkassime, né le 16 septembre 1956
Anna-Jeanne, née le 22 août 1957.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à vingt huit mille cinq cent soixante quatre (28.564) francs pour compter du 1^{er} janvier 1974.

M. Temley Sim pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1974 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 4^e au 9^e rang) ci-après désignés :

Alexis, né le 17 août 1962
Martine, née le 21 avril 1966
Eulalie, née le 11 février 1969
Clarice, née le 1^{er} mars 1969
Sosthème, né le 28 novembre 1969
Rameaux, né le 26 mars 1972.

Arrêté n° 132-MFE-CR du 24-4-74 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme. veuve Agnilonda Tossino (née Karmon), épouse de M. Agnilonda Kouniko, soldat de 1^{re} classe 5^e échelon n° mle 87.538 (indice 420, pourcentage 32%) décédé le 27 avril 1972, une pension de veuve au taux annuel de :

— Trente mille cent quatre vingt douze (30.192) francs pour compter du mars 1973 ;

— Trente trois mille deux cent huit (33.208) francs pour compter du 1^{er} janvier 1974.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse de retraites du Togo, une pension temporaire d'orphelin fixée à :

— Six mille quarante (6.040) francs par an pour compter du 18 mars 1973 ;

— Six mille six cent quarante quatre (6.644) frs par an pour compter du 1^{er} janvier 1974 à chacun des orphelins ci-après désignés :

Aloadjou, né le 9 avril 1955
Comlan, né le 1^{er} novembre 1958.

En vertu de l'article 23, paragraphe 3 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, les pensions attribuées aux orphelins ne peuvent pas au total être inférieures au montant des avantages familiaux dont bénéficiait leur père.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants les émoluments attribués aux orphelins susdénommés seront versés entre les mains de M. Djatho Sinda Marc, chargé de leur tutelle.

Arrêté n° 134-MFE-CR du 26-4-74 — Une pension proportionnelle (pourcentage 39%) au montant annuel de quatre vingt seize mille trois cent soixante quatre (96.364) fr. pour compter du 1^{er} octobre 1973 et de cent six mille (106.000) fr. pour compter du 1^{er} janvier 1974 est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Ywassa Germain, gardien de la paix 6^e échelon du corps du personnel de la sûreté nationale togolaise (indice 550) admis à la retraite.

M. Ywassa Germain pourra prétendre, pour compter du 1^{er} octobre 1973 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 10^e rang) ci-après désignés :

Bangra, né le 10 juillet 1955
Marie, née le 23 juillet 1957
Bertille, née le 5 novembre 1959
Philomène, née le 4 novembre 1961
Charlotte, née le 4 novembre 1961
Pascal, né le 28 mars 1964
Hugues, né le 1^{er} avril 1965
Paul, né le 25 mars 1966
Julienne, née le 13 octobre 1967
Louise, née le 25 août 1968.

Arrêté n° 135-MFE-CR du 26/4/74 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 65%) au montant annuel de trois cent vingt et un mille deux cent quatre (321.204) frs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Ekué-Akpa Ezéchiél, agent d'exploitation 3^e échelon du corps du personnel des postes et télécommunications (indice 1.000) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1974.

M. Ekué-Akpa Ezéchiél pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1974 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 2^e au 4^e rang) ci-après désignés :

Edwige, née le 2 décembre 1955
Hélène, née le 19 août 1958
Régine, née le 11 octobre 1962.

Arrêté n° 137-MFE-CR du 26-4-74 — Une pension proportionnelle (pourcentage 56%) au montant annuel de deux cent trente cinq mille deux cent vingt (235.220) fr. est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Akohin Athanase, contremaître 3^e échelon du corps du personnel des travaux publics (indice 850) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1974.

M. Akohin Athanase pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1974 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 3^e au 12^e rang) ci-après désignés :

Jean, né le 22 janvier 1955
 Jeanne, née le 22 janvier 1955
 Simon, né le 29 octobre 1959
 Médard, né le 8 juin 1959
 Marcien, né le 10 janvier 1967
 Patricia, née le 17 mars 1968
 Léon, né le 19 avril 1970
 Rbger, né le 22 août 1970
 Elisabeth, née le 12 septembre 1972
 Pascaline, née le 22 avril 1973.

Arrêté n° 138-MFE-CR du 26-4-74 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme. veuve Dossou Ména Agbessi (née Agbakla), épouse de M. Dossou Augustin, commis d'administration principal de 1^{re} cl. en retraite (indice 908, pourcentage 61%) décédé le 13 juillet 1973, une pension de veuve au taux annuel de cent vingt quatre mille quatre cent douze (124.412) francs pour compter du 1^{er} août 1973 et de cent trente six mille huit cent cinquante six (136.856) fr. pour compter du 1^{er} janvier 1974.

Arrêté n° 139-MFE-CR du 26-4-74 — Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 44%) au montant annuel de cent vingt cinq mille vingt quatre (125.024) fr. est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Dayobouloua Agba Mathias, caporal chef 5^e échelon n° mle 20.969 du corps du personnel du 1^{er} régiment interarmes togolais (indice 575) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} février 1974.

M. Dayobouloua Agba Mathias pourra prétendre, pour compter du 1^{er} février 1974 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 2^e au 7^e rang) ci-après désignés :

Marie, née le 29 mars 1954
 Constant, né le 3 octobre 1959
 Josephine, née le 31 décembre 1961
 Justine, née le 7 mai 1964
 Bertin, né le 5 juillet 1966
 Angèle, née le 7 mai 1969.

Arrêté n° 140-MFE-CR du 26-4-74 — Par application des dispositions de l'article 15, paragraphe 4 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, le taux de la majoration pour famille nombreuse attribué à M. Klouvi Messanvi Ben, contremaître principal 2^e échelon du corps du personnel du réseau des chemins de fer du Togo en retraite est porté de 20% à 25% de sa pension principale trois cent trente huit mille huit (338.008) fr. pour compter du 1^{er} avril 1974 au titre de son enfant John, né le 10 avril 1956.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à quatre vingt quatre mille cinq cent quatre (84.504) fr. pour compter du 1^{er} avril 1974.

Arrêté n° 141-MFE-CR du 26-4-74 — Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 48%) au montant annuel de quatre vingt dix mille six cent vingt quatre (99.624) fr. est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Otete Simdimon, soldat de 1^{re} cl. 5^e échelon n° mle 20.941 du corps du personnel du 1^{er} régiment interarmes togolais (indice 420) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} février 1974.

M. Otete Simdimon pourra prétendre, pour compter du 1^{er} février 1974 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 12^e rang) ci-après désignés :

Comlan, né le 3 mars 1958
 Yawa, née le 5 avril 1962
 Sename, née le 11 juillet 1962
 Assenem, né le 19 mai 1964
 Jeanne, née le 26 juin 1965
 Scholastique, née le 10 février 1966
 Katore, né le 28 août 1968
 Apaki, né le 7 octobre 1968
 Urbain, né le 24 mai 1969
 Akeridème, née le 13 juin 1972
 Lucie, née le 31 octobre 1972
 Hippolyte, né le 13 août 1973.

Arrêté n° 142-MFE-CR du 26-4-74 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à chacune des veuves ci-après désignées :

Mme. veuve Awidjolo Bibata (né Bakobite)
 Mme. veuve Awidjolo Kossiwa (née Alaba)
 Mme. veuve Awidjolo Mazaïou (née Berwouissi)

épouses de M. Awidjolo Fao, adjudant 3^e échelon du corps du personnel des gardiens de circ. (indice 1:050, pourcentage 42%) décédé le 13 janvier 1973, une pension de veuve au taux annuel de trente trois mille vingt (33.020) fr. pour compter du 1^{er} février 1973 et de trente six mille trois cent vingt quatre (36.324) frs pour compter du 1^{er} janvier 1974.

Il est également alloué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo une pension d'orphelin fixée à dix neuf mille huit cent douze (19.812) fr. l'an pour compter du 1^{er} février 1973 et à vingt et un mille sept cent quatre vingt douze (21.792) fr. l'an pour compter du 1^{er} janvier 1974 à chacun des orphelins dénommés ci-après :

Martin, né le 30 juin 1957
 Yaovi, né le 2 août 1957
 Yawa, née le 10 décembre 1959
 Afiwoa, née le 12 février 1960
 Adom, né le 19 octobre 1961
 Mélanie, née le 10 août 1963
 Adjowa, née le 20 juillet 1964
 Armand, né le 27 août 1966
 Benoît, né le 12 janvier 1968
 Jérôme, né le 30 septembre 1968
 Romain, né le 9 août 1969
 Hermelan, né le 25 mars 1970
 Cyrille, né le 25 mars 1971.

Pour compter du 1^{er} mars 1973.

Casimir, né le 4 mars 1973.

En vertu de l'article 23, paragraphe 3 de la loi n° 63-13 du 21 novembre 1963, les pensions attribuées aux orphelins ne peuvent pas au total être inférieures au montant des avantages familiaux dont bénéficiait leur père.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants les pensions d'orphelin accordées ci-dessus seront versées entre les mains de M. Atake Prosper, tuteur des orphelins du de cujus.

Arrêté n° 143-MFE-CR du 26-4-74 — La pension pour ancienneté concédée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Fanou Kponou Hubert, brigadier-chef 3e échelon du corps du personnel des douanes du Togo admis à la retraite est révisée et fixée au taux de 80% des émoluments de base correspondant à l'indice 630 pour compter du 1er janvier 1974.

Le montant annuel de la nouvelle pension est fixé à deux cent quarante neuf mille cinquante six (249.056) francs, pour compter du 1er janvier 1974.

Il est également attribué sur les fonds de la même caisse à M. Fanou Kponou Hubert pour compter du 1er janvier 1974, une majoration pour famille nombreuse au taux de 10% de sa nouvelle pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 3e rang) ci-après désignés :

Albertine, née le 7 janvier 1950

Aimé, née le 22 mars 1952

Agnès, née le 21 janvier 1955.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à vingt quatre mille neuf cent huit (24.908) fr. pour compter du 1er janvier 1974.

M. Fanou Kponou pourra prétendre, pour compter du 1er janvier 1974 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 4e au 10e rang) ci-après désignés :

Octave, né le 20 novembre 1957

Gilbert, né le 3 janvier 1958

Marie, née le 25 mars 1961

Bruno, né le 6 octobre 1963

Constant, né le 24 juin 1964

Clément, né le 11 septembre 1967

Sylvestre, né le 31 décembre 1971.

Les sommes déjà perçues par l'intéressé en application de l'arrêté n° 73-MFE-CR du 21 février 1974 seront déduites des arrérages de la nouvelle pension fixée par le présent arrêté.

Arrêté n° 144-MFE-CR du 26-4-74 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 71%) au montant annuel de deux cent soixante trois mille cent quarante (263.140) fr. est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Kao Kindja Hilaire, infirmier d'Etat de 1re cl. 1er échelon du corps du personnel de la santé publique du Togo (indice 750) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er janvier 1974.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Kao Kindja Hilaire pour compter du 1er janvier 1974, une majoration pour famille nom-

breuse au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 6e rang) ci-après désignés :

Laoutou, née le 22 septembre 1938

Pana, née le 22 mai 1945

Paul, né le 25 juin 1946

Constant, né en 1948

Sendar, né en 1953

Simon, né en 1956.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à soixante cinq mille sept cent quatre vingt huit (65.788) fr. pour compter du 1er janvier 1974.

M. Kao Kindja Hilaire pourra prétendre, pour compter du 1er janvier 1974 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7e au 24e rang) ci-après désignés :

Basile, né en 1957

Marcien, né le 11 janvier 1958

François, né en 1959

Antoine, né en 1959

Blandine, née le 1er juin 1959

Daniel, né le 12 décembre 1959

Bruno, né le 2 octobre 1960

Clément, né le 27 septembre 1962

Honoré, né le 17 mai 1963

Hortence, né le 15 janvier 1964

Marie, née le 24 février 1966

Pauline, née le 28 avril 1967

Albert, né le 9 avril 1968

Justin, né le 10 novembre 1969

Léon, né le 15 novembre 1970

Amédée, né le 30 mars 1972

Aimée, née le 20 février 1973

Flavien, né le 22 décembre 1973.

Arrêté n° 145-MFE-CR du 26-4-74 — Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 35%) au montant annuel de cent vingt neuf mille sept cent vingt (129.720) fr. est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Amevo Kodjo Djovi Joseph, maréchal des logis chef 2e échelon n° mée 270 du corps du personnel de la gendarmerie nationale togolaise (indice 750) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er février 1974.

M. Amevo Kodjo Djovi Joseph pourra prétendre, pour compter du 1er février 1974 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1er au 13e rang) ci-après désignés :

Adjoa, née le 11 février 1957

Adjoua, née le 16 mars 1959

Rufine, née le 14 juin 1961

Aimée, née le 3 septembre 1962

Prosper, né le 14 mai 1964

Félicité, née le 1er janvier 1965

Elisabeth, née le 19 novembre 1965

Christophe, né le 16 novembre 1966

Ferdinand, né le 30 mai 1967

Pauline, née le 22 juin 1968

Alain, né le 16 juillet 1971

Thérèse, née le 13 octobre 1971

Françoise, née le 19 octobre 1973.

Arrêté n° 146-MFE-CR du 26-4-74 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 63%) au montant annuel de trois cent onze mille trois cent vingt (311.320) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Abdoulaye Namadou, surveillant principal 3e échelon du corps du personnel des travaux publics (indice 1.000) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er janvier 1974.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Abdoulaye Namadou pour compter du 1er janvier 1974, une majoration pour famille nombreuse au taux de 10% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 3e rang) ci-après désignés :

Zoubérou, né le 27 février 1951
Nourdine, né le 12 septembre 1953
Safoura, née le 20 septembre 1953.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à trente et un mille cent trente deux (31.132) francs pour compter du 1er janvier 1974.

M. Abdoulaye Namadou pourra prétendre, pour compter du 1er janvier 1974 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 4e au 16e rang) ci-après désignés :

Djéréya, née le 27 avril 1956
Abdouraoufou, né le 23 août 1956
Rassidou, né le 7 octobre 1959
Safiana, né le 17 mars 1960
Omorou, né le 12 mai 1960
Bounyaminou, né le 14 novembre 1961
Hadjara, née le 22 juillet 1962
Amamatou, née le 3 août 1962
Ali, né le 7 mars 1964
Zacaryao, né le 17 juillet 1965
Filéra, née le 20 juillet 1965
Afichéta, née le 13 janvier 1971
Habibe, née le 18 janvier 1973.

Arrêté n° 147-MFP/CR du 26/4/74 — Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 48%) au montant annuel de quatre vingt dix neuf mille six cent vingt quatre (99.624) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Tossim Kadawè, soldat de 1re classe 5e échelon n° m1e 20.918 du corps du personnel du 1er régiment interarmes togolais (indice 420) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er février 1974.

M. Tossim Kadawè pourra prétendre, pour compter du 1er février 1974 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1er au 10e rang) ci-après désignés :

Adjowa, née le 19 août 1957
Pétronille, née le 31 mai 1961
Adjowa, née le 15 avril 1963
Paul, né le 16 janvier 1964
Abrah, née le 11 juillet 1965
Lucie, née le 19 septembre 1966
Jeanne, née le 27 décembre 1966
Didier, né le 21 mai 1969
Akouwa, née le 30 septembre 1970
Marcel, né le 31 janvier 1972.

Arrêté n° 148-MFE/CR du 26/4/74 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à chacune des veuves ci-après désignées :

Mmes. veuves Lawson Kayissan Innocentia (née Noameshié)
— Akossiwa Emma (née Djinsa)
— Gbedessi (née Massa)
— Agnélé Béatrice (née Lassey)

épouses de M. Lawson Benoît, instituteur-adjoint de 1re classe 2e échelon de l'enseignement (indice 950, pourcentage 70%) en retraite décédé le 22 juin 1973, une pension de veuve au taux annuel de trente sept mille trois cent quarante quatre (37.344) francs pour compter du 1er juillet 1973 et quarante et un mille quatre vingts (41.080) francs pour compter du 1er janvier 1974.

Par application des dispositions de l'article 22, paragraphe II de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, il est alloué à Mme. veuve Lawson Kayissan Innocentia (née Noameshié), une majoration pour famille nombreuse au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants dénommés ci-après :

Nicodemus, né le 16 novembre 1938
Perpétue, née le 29 décembre 1940
Corneille, né le 18 mars 1945
Athanasie Louis, né le 21 juin 1947
Pamphile, né le 1er juin 1949
Iraï, né le 6 juillet 1951.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à neuf mille trois cent trente six (9.336) francs pour compter du 1er juillet 1973 et de dix mille deux cent soixante douze (10.272) francs pour compter du 1er janvier 1974.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse une pension temporaire d'orphelin fixée à vingt neuf mille huit cent soixante seize (29.876) francs pour compter du 1er juillet 1973 et de trente deux mille huit cent soixante quatre (32.864) fr. l'an pour compter du 1er janvier 1974 à chacun des orphelins dénommés ci-après :

Camille, né le 3 février 1954
Izabelle, née le 19 août 1954
Angèle, née le 24 octobre 1956
Sabin, né le 3 septembre 1959
Mélanie, née le 9 janvier 1961.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les pensions d'orphelin accordées ci-dessus, susceptibles d'être comparées au montant des avantages familiaux prévus par les textes en vigueur seront versées entre les mains de M. Lawson Laté Edouard, administrateur des biens et tuteur des orphelins du défunt.

Arrêté n° 149-MFE-CR du 26-4-74 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 65%) au montant annuel de trois cent vingt et un mille deux cent quatre (321.204) fr. est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Laomey Akakpovi Sèho, contremaître principal 3e échelon du corps du personnel des chemins de fer du Togo (indice 1.000) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er janvier 1974.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Laomey Akakpovi Sèho pour compter du 1er janvier 1974, une majoration pour famille nombreuse au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 6e rang) ci-après désignés :

Tchinassi, née le 2 février 1940
Zinssi, née en 1944
Bénédicta, née le 16 janvier 1949
Martin, né le 11 novembre 1949
Dossou, né le 26 juin 1951
Antoinette, née le 9 octobre 1951.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à quatre vingt mille trois cent quatre (80.304) fr. pour compter du 1^{er} janvier 1974.

M. Laomey Akakpovi Sèho pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1974 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7^e au 16^e rang) ci-après désignés :

Adamadogbé, né le 9 avril 1954
Mèyèvi, née le 23 septembre 1954
Dèmèho, née le 2 juin 1956
Adèle, née le 16 décembre 1957
Houémidé, née le 22 juin 1959
Thérèse, née le 13 octobre 1963
Gilberte, née le 13 février 1965
Huberte, née le 3 novembre 1965
Christine, née le 25 juillet 1968
Théodore, né le 21 avril 1971.

Arrêté n° 150-MFE-CR du 26-4-74 — Par application des dispositions de l'article 15, paragraphe 4 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, le taux de la majoration pour famille nombreuse allouée à M. Amouzau André, chef de station de 1^{re} classe 1^{er} échelon du corps du personnel des chemins de fer du Togo en retraite est porté de 10% à 20% de sa pension principale deux cent vingt six mille quatre cents (226.080) fr. l'an au titre de ses enfants dénommés ci-après :

Michel, né le 19 avril 1953
Lucien, né le 30 novembre 1953.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à quarante cinq mille deux cent seize (45.216) fr. pour compter du 1^{er} février 1974.

Arrêté n° 151-MFE-CR du 26-4-74 — Par application des dispositions de l'article 15, paragraphe 4 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, le taux de la majoration pour famille nombreuse attribuée à M. Trenou Rodolphe, médecin inspecteur 3^e échelon du corps du personnel de la santé publique du Togo en retraite est porté de 15% à 20% de sa pension principale sept cent vingt six mille cent quatre vingt seize (726.196) fr. pour compter du 1^{er} avril 1974 au titre de son enfant Cathérine, née le 16 mars 1953.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à cent quarante cinq mille deux cent quarante (145.240) fr. pour compter du 1^{er} avril 1974.

Caisse d'avance

Arrêté n° 131-MFE-CF du 23-4-74 — Il est créé auprès de la direction de la ferme avicole de Baguida, une caisse d'avance pour les menues dépenses de cette direction.

Le montant de l'avance susceptible d'être consentie au régisseur est fixé à deux cent mille (200.000) fr. renouvelable dans les formes réglementaires.

Régisseur de caisse d'avance

Décision n° 463-MFE-CF du 23/4/74 — M. Adodo Daniel, adjoint administratif principal 3^e échelon, comptable à la direction de la ferme avicole de Baguida est nommé

régisseur de la caisse d'avance créée auprès de cette direction.

M. Adodo Daniel devra justifier dans les formes réglementaires de l'avance mise à sa disposition.

Attribution provisoire d'un terrain domanial

Arrêté n° 133-MFE-DOM du 25-4-74 — Est prononcée la résolution de l'attribution provisoire du terrain situé à Lama-Kara objet du titre foncier n° 213 du territoire du Togo faite à M. Nicolas Nikoué, commerçant, demeurant à Bassari pour défaut de mise en valeur.

Conformément à l'article 10 du cahier des charges ayant précédé l'adjudication dudit terrain, le concessionnaire pourrait prétendre au remboursement de la moitié du prix d'adjudication.

Le chef de la circ. adm. de Lama-Kara et le receveur des domaines sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Rectificatifs

RECTIFICATIF du 26/4/74 à l'arrêté n° 48/MFEP/MF/CR du 25 février 1971 portant concession d'une pension de veuve et d'orphelin.

Au lieu de :

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants les pensions temporaires d'orphelin accordées ci-dessus seront versées entre les mains de M. Antetou Antoine, tuteur des orphelins du de cujus.

Lire :

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants les pensions temporaires d'orphelin accordées ci-dessus seront versées entre les mains de M. Antetou Antoine tuteur des orphelins du de cujus.

Le reste sans changement.

RECTIFICATIF du 26/4/74 à l'arrêté n° 110/MFE/CR du 22 mars 1974 portant concession d'une pension de retraite.

Au lieu de :

Une pension proportionnelle (pourcentage 34%) au montant annuel de quatre vingt seize mille deux cent vingt huit (96.228) fr. est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Waklatsi Ferdinand, brigadier 1^{er} échelon du corps du personnel de la sûreté nationale (indice 630) admis à la retraite.

Lire :

Une pension proportionnelle (pourcentage 34%) au montant annuel de quatre vingt treize mille trois cent quatre vingt seize (93.396) fr. est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Waklatsi Ferdinand, brigadier 1^{er} échelon du corps du personnel de la sûreté nationale (indice 630) admis à la retraite.

Le reste sans changement.